

L'EXPORTATION FRANÇAISE EN FACE DE LA RÉGLEMENTATION DES CHANGES ET DES ACCORDS DE COMPENSATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 mai 1936, à 14 heures

PAR

Antoine DAUDET

Président : M. Roger PICARD, Professeur

<i>Suffragants</i>	{	MM. NOGARO, PIROU.	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	-----------------------	---	--------------------

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

17, Rue de Constantinople, (VIII^e)

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**L'EXPORTATION FRANÇAISE EN FACE
DE LA REGLEMENTATION DES CHANGES**

ET DES ACCORDS DE COMPENSATION

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

L'EXPORTATION FRANÇAISE EN FACE DE LA RÉGLEMENTATION DES CHANGES ET DES ACCORDS DE COMPENSATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 mai 1936, à 14 heures

PAR

Antoine DAUDET

Président : M. Roger PICARD, Professeur

Suffragants { MM. NOGARO,
PIROU. } *Professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

17, Rue de Constantinople, (VIII^e)

1936



INTRODUCTION

Parmi ceux qui, sans nier la complexité des facteurs générateurs de la crise, tentent de ramener ceux-ci à une cause première unique, la discussion n'est pas close de savoir si, à l'origine du terrible séisme économique dont nous nous dégageons à peine après cinq ans, il faut placer un défaut d'adaptation de la production ou un vice du système des échanges, singulièrement un défaut du système monétaire. (1)

Mais quelle que soit l'explication retenue, les troubles monétaires, cause ou conséquence, et peut-on dire à la fois cause et conséquence, ont été, cette fois, plus nombreux, plus profonds et plus durables qu'au cours de l'une quelconque des crises précédentes.

A ces troubles monétaires, le contrôle des devises par l'Etat a tenté de remédier : aux inconvénients résultant de ce contrôle, les accords de comparution ont cherché un palliatif.

Mais cette relation de causalité entre les 3 phénomènes n'a qu'une valeur relative : si le contrôle des devises a répondu au départ à un souci de défense monétaire, d'autres préoccupations s'y sont ensuite mêlées,, sous-jacentes ici, plus franchement affirmées ailleurs. Arme

(1) Une des meilleures explications synthétiques de la crise est, à notre avis, celle du professeur Rest (*Rapport au Conseil National Economique*).

de défense monétaire, le contrôle des denrées s'est souvent mué en un instrument de protectionisme.

En juillet 1931, la crise bancaire austro-allemande provoque l'exode des capitaux investis à court terme en Allemagne et en Autriche. (2)

Notons ici que l'existence même de ces énormes masses de capitaux flottants, rattache la crise de 1930 aux phénomènes financiers de la guerre et de l'après-guerre.

La situation précaire des pays sud-américains succédant à l'euphorie du temps où la production européenne des matières premières était déficitaire est un facteur de complications graves.

D'autre part, le système bancaire anglais qui, par ses ramifications et sa puissance constitue l'armature de soutien de ces deux groupes de pays, voit dans le même temps l'économie proprement britannique fléchir devant les difficultés nées d'une politique monétaire ambitieuse.

En septembre 1931, la Banque d'Angleterre abandonne l'étalon or; elle est suivie par tous les pays dont l'économie est plus ou moins directement liée à celle de la Grande-Bretagne.

L'importance des capitaux flottants, la violence des mouvements psychologiques, entretenus par le souvenir des faillites monétaires encore récentes, rendent inopérant le moyen classique de défense monétaire qui est le jeu du taux de l'escompte.

Pour parer à l'épuisement de leurs réserves d'or et de devises, le gouvernement de ces pays se voient obligés de prendre des mesures exceptionnelles en vue de pro-

(2) Gérard, « Les régimes de réglementation du commerce des devises et les créances commerciales bloquées à l'étranger », *Revue Economique Internationale*, juin, 1932, p. 472. Voir aussi le livre intéressant de M. Chappey.

téger leur monnaie contre le danger d'une dépréciation totale.

Bien vite d'ailleurs les Etats verront dans ce contrôle des devises un moyen indirect mais singulièrement efficace de protéger leur production nationale. Nous retrouverons à tout instant dans leurs décisions la trace de cette préoccupation étrangère à la technique proprement financière.

Cette réglementation des changes revêtira des formes assez diverses, encore que toutes découlent d'une même idée, celle de centraliser les opérations entre les mains de l'Etat ou d'un organisme accrédité par lui : le mécanisme normal des opérations monétaires fondé sur le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande est remplacé par une méthode de surveillance et de contrôle.

La réglementation dans sa forme la plus simple consistera dans une simple surveillance des entrées et des sorties de devises sans qu'aucune restriction soit apportée à leur circulation. C'est le système adopté en premier lieu par l'Angleterre.

Si les sorties de devises sont et se maintiennent anormales, à la surveillance se substitue le régime de l'autorisation : le gouvernement confie à l'Institut d'Emission ou à des commissions spéciales le soin de délivrer les permis de change.

Nous voici entrés dans le réseau inextricable des interventions administratives : par une loi bien connue, ces interventions vont se compliquer au fur et à mesure.

L'organisme mandaté pour le contrôle va être appelé à fixer le cours officiel des transactions. Il limitera le montant des devises mises à la disposition des importateurs

mais à la différence de ce qui se passe pour la distribution des contingents de marchandises où la répartition se fait généralement, compte tenu des besoins anciens de chaque importateur, dûment justifiés, apparaît très vite la notion des besoins économiques essentiels.

Le problème dès lors se déplace : il ne s'agit plus seulement de limiter les sorties, mais de réserver l'or et les devises appréciées au paiement des marchandises de première nécessité. (3) Des limitations de ce genre ont été introduites temporairement ou durablement en Bulgarie, au Chili, en Colombie, en Esthonie, en Grèce, en Lettonie, en Roumanie, en Uruguay, etc... Quelques-uns de ces pays ont même prohibé l'importation de certains produits dits de luxe. Ces limitations constituent le second stade de la réglementation des changes.

S'y rattache l'ingénieuse et complexe législation allemande dont on ne sait ce qu'il faut admirer le plus : l'ingéniosité de ceux qui en ont utilisé les points faibles ou la tenacité avertie de l'administration constamment occupée à colmater les fissures.

Enfin, au troisième degré la réglementation se traduit par l'interdiction absolue et générale de payer les importations en devises étrangères. Les créances échues sont versées à des comptes bloqués après avoir été converties en monnaie du pays importateur à un cours fixé par la Commission de contrôle des changes. Ce sont les créances commerciales gelées. (4) Quelques Etats poussent même l'intransigeance jusqu'à faire défense aux

(3) Archambault, « Les droits français à l'étranger et les offices de compensation ». *Bulletin Financier*, juin-juillet 1932, page 7. Voir aussi Société des Nations, *Enquête sur les accords de créance*, Genève, 1935.

(4) Gérard, *op. cit.*, p. 479.

exportateurs étrangers de posséder sur leur territoire des comptes en banque. (5)

On devine les inextricables difficultés que l'exportation française a rencontrées de ce fait : gêne de trésorerie, alourdissement de frais généraux pour ceux qui ont dû recourir aux avances bancaires pour suppléer à l'insuffisance de leurs rentrées, perte de substance pour ceux qui ont recouru à des moyens de fortune pour hâter la liquidation de ces avoirs.

Le commerce extérieur menaçait d'être paralysé. Des mesures de défense s'imposèrent. Les exportateurs français sollicitèrent l'aide du Gouvernement. (6) A ceux qui critiquent si vigoureusement les caisses de compensation, ce bref exposé rétrospectif n'est pas inutile : ceux qui ont connu les premières réactions du commerce devant cette brusque congélation de ses créances, gardent le souvenir de la stupeur et de l'affolement qui ont régné dans les milieux d'exportation.

En novembre 1931 est constituée une commission ayant pour but « d'étudier les mesures propres à assurer le règlement des créances des exportateurs dans certains pays étrangers ».

Si neuve était la matière, si difficiles les prévisions qu'on put croire un moment que cette commission terminerai ses travaux sans formuler de propositions constructives : les juristes de l'administration faillirent l'emporter qui conclurent à l'illégalité des mesures de réponse envisagées.

(5) P. Jolly, « La compensation et les règlements internationaux », *Revue d'Economie Politique*, mars-avril 1933, p. 341.

(6) Marc Lasserre, *Les nouvelles orientations de la politique commerciale française*, Paris 1935, p. 140.

Le 3 décembre un décret est rendu en Conseil des Ministres (7). Il stipule que « les importations originaires ou en provenance de pays ayant établi des contrôles de denrées dans des conditions de nature à entraver le règlement des créances françaises, seraient subordonnées en tout ou en partie à la délivrance d'autorisation ».

Selon les conclusions de la Commission, l'institution à l'égard des pays en cause d'un régime de compensation entre les dettes des importateurs et les créances des exportateurs français, était le seul remède pratique susceptible d'être mis immédiatement en application.

Ce système devait permettre : 1° d'obtenir le paiement des marchandises déjà livrées; 2° de maintenir un courant d'exportations vers les pays considérés, et 3° d'assurer le remboursement total ou partiel des créances françaises ne provenant pas d'une expédition de marchandises.

Seuls les deux premiers buts seront envisagés par l'arrêté interministériel du 15 février 1932 (8), qui organise le fonctionnement de la compensation. Notons cependant que les accords de compensations ultérieurs n'ont pas été limités au rapatriement du produit des exportations; certains ont prévu le règlement des créances d'autre origine.

Les principes de fonctionnement des Caisses de Compensation sont connus. (9)

C'est la chambre de Commerce de Paris qui doit faire fonction d'office de compensation. Elle pourra éventuellement entrer en contact avec un organisme correspon-

(7) J. O., du 4-12-1931.

(8) J. O., du 23-2-1932.

(9) Voir notamment Bataille : *Les offices de compensation*, Sirey, 1935, p. 45.

dant du pays intéressé en vue de faciliter les opérations dont elle aura assumé la charge (art. 3).

Les diverses dispositions de l'arrêté du 15 février concernent principalement les disponibilités de l'office et les règlements aux exportateurs.

a) *Disponibilités de l'Office.*

Les disponibilités de l'Office de Compensation sont constituées par les versements des importateurs français de marchandises étrangères. L'autorisation d'importation prévue par le décret du 7 décembre 31 sera délivrée par la direction générale des douanes sur le vu d'une déclaration souscrite par l'importateur et préalablement revêtue d'un visa de la Chambre de Commerce de Paris (art. 2). Cette déclaration contient l'engagement de la part de l'importateur d'effectuer le paiement de ses marchandises par l'intermédiaire de l'Office de Compensation et en monnaie nationale du pays du vendeur; l'importateur français doit, en outre, sous sa responsabilité, certifier l'acquiescement de son vendeur étranger à cette disposition (art. 4).

Comme garantie de cet engagement, les importateurs doivent, au moment de l'arrivée des marchandises en France, consigner au service des douanes françaises, un montant égal à 10 % de la valeur déclarée des marchandises importées. Ce versement, encaissé par le service des douanes pour compte de l'Office de Compensation de Commerce de Paris contre justification du règlement définitif effectué par l'intermédiaire de l'Office de Com-

(10) J. O., du 23 février 1932.

pensation, sera restitué à l'importateur par la Chambre de Commerce de Paris contre justification du règlement définitif effectué par l'intermédiaire de l'Office de Compensation ou de l'annulation de l'opération (art. 6).

Lorsqu'une opération n'aura pas été liquidée à son échéance prévue, la Chambre de Commerce de Paris demandera à l'importateur toutes explications et justifications qui lui paraîtront utiles et pourra refuser à l'avenir, so nvisa aux importateurs qui auraient contrevenu aux engagements souscrits par eux.

b) Règlements aux exportateurs.

Le règlement de leurs créances aux exportateurs de marchandises françaises dans un pays donné est assuré par l'Office de Compensation dans la mesure de ses disponibilités constituées par les versements des importateurs de marchandises originaires ou en provenance de c epays, lorsque l'encaissement de ces créances lui aura été notifié par la banque désignée.

L'exportateur devra justifier à la Chambre de Commerce de Paris de la réalité de l'opération par le certificat de sortie de la douane française, ainsi que par un double de la lettre de voiture ou du connaissance dûment acquitté par le destinataire de la marchandise, ou par la production des papiers de douane prouvant l'entrée de la marchandise dans le pays étranger, ou de toute autre manière jugée suffisante par la Chambre de Commerce de Paris (art. 8).

Dans le cas où les disponibilités de l'Office seraient insuffisantes, les exportateurs recevront de l'Office de Compensation, un feuillet extrait d'un livre à souche et nu-

méroté, portant l'indication de la somme dont l'Office aura été crédité pour leur compte. Les règlements seront repris au fur et à mesure de la reconstitution des disponibilités, dans l'ordre du numérotage prévu ci-dessus.

Enfin, d'après l'article 11, la Chambr de Commerce de Paris ne peut encourir aucune responsabilité de change ou autre, du fait des opérations qu'elle effectue. Signalons que d'après l'opinion de M. Niboyent, cet article est illégal, car un arrêté ministériel ne peut, en créant un organisme, décréter qu'il échappera à la responsabilité administrative. (11)

C'est sur ces bases qu'ont été signés tous les accords de compensation conclus par la France jusqu'à ce jour.

Mais ce bref exposé d'acte purement administratif, a laissé volontairement de côté un point essentiel qu'il faut mettre au seuil de cette étude en pleine lumière, c'est-à-dire, la question du taux de change retenu dans les accords de compensation. On saisisait mal une partie des explications qui suivront si la moindre obscurité subsistait à ce sujet.

Rappelons donc que la politique monétaire de la plupart des pays à réglementation de change s'est caractérisée par opposition à la politique qui vie dans les pays du groupe anglo-saxon, également victime de troubles monétaires (Etats-Unis, Grande-Bretagne et quelques satellites tels que les Pays Scandinaves, etc.), *par le maintien artificiel d'un cours de change fixe, le cours officiel étant, soit la parité légale en vigueur au jour de la chute*

(11) Niloyet, « Les récents accords de compensation signés par la France - Problèmes de droit international privé », *Rev. pratique de Législation et de Jurisprudence*, 1933, N° 10/14.

du sterling (septembre 31), soit un cours plus bas, mais toujours fixé par voie d'autorité, stable, et qui ne paraît pas tenir un compte suffisant de la dépréciation réelle de la monnaie considérée.

Or, dans la plupart des accords de compensation signés par la France, cette fiction monétaire a été respectée; la conversion en franc de chacune des diverses monnaies en cause se fait au cours officiel, fixé ci-dessus indiqué. Exception n'a été faite longtemps, que pour deux accords, l'accord franco-grec et le second accord franco-autrichien.

Cette immobilité du cours de transfert et la fixation de celui-ci à un niveau probablement trop élevé, ont eu des conséquences économiques nombreuses. Celles-ci ne seront pas examinées dans ce travail, une exceptée, qui est essentielle à notre sujet, c'est à savoir : l'effet produit par ce double facteur sur le fonctionnement des caisses.

Le fonctionnement des caisses de compensation s'est avéré nettement insuffisant; l'accord est unanime sur ce point parmi les exportateurs. Les retards dans les paiements n'ont fait que s'accroître depuis la création des caisses, le montant des créances arriérées devient de plus en plus important, des mesures radicales s'attaquant aux causes du mal, s'imposent. Mais à quoi est due la déficience des caisses ? et comment y remédier ? On constate ici une extrême confusion, même dans les milieux très avertis. Cette confusion se traduit par la persistance d'erreurs graves, notamment quant à la détermination des responsabilités et des causes d'échec, et surtout par la multiplicité des solutions proposées.

A ce dernier point de vue, observons que : les uns demandent la suppression pure et simple des caisses; les autres suggèrent leur remplacement par de simples engagements d'etransfert à souscrire par les Etats étrangers; d'autres réclament le maintien des caisses, mais avec de substantielles modifications. Voilà pour l'aménagement du régime futur des échanges. Quant à la liquidation ou à la mobilisation de l'arriéré, les solutions ne sont pas moins diverses. Il faut donc revoir le problème *dans son entier*.

Examiner successivement chacune des solutions proposées, exposerait à des redites. Le procédé serait en outre et surtout inopérant. En effet, la plupart des solutions proposées n'envisagent pas tous les aspects du problème posé à l'exportation française par les réglementations des changes étrangères. Or, même en écartant les innombrables difficultés de détail que ces réglementations ont suscitées, il y a, en réalité, *plusieurs problèmes fondamentaux* à résoudre. Dès lors, chacun des systèmes de réforme suggérés ne peut être apprécié que dans la mesure où il apporte une solution satisfaisante *à chacun* de ces problèmes essentiels.

Nous nous proposons donc d'isoler parmi les multiples cas d'espèce, ces problèmes essentiels, et d'étudier en fonction d'eux, les mérites et les inconvénients respectifs des différentes solutions proposées.

Tel est l'objet essentiel du présent travail. Mais auparavant, nous rechercherons si les griefs principaux actuellement formulés contre les caisses sont exacts et suffisants pour justifier, à eux seuls, la disparition des clearing. Cet examen préalable nous a paru nécessaire, car des critiques extrêmement importantes sont aujourd'hui

formulées contre les caisses et point seulement par des usagers à qui l'impatience sert de principal argument. Certaines de ces critiques sont assez graves pour justifier, si elles sont établies, l'immédiate suppression des caisses. L'étude de ces critiques est donc la préface de notre étude.

Cet examen, au surplus, permettra déjà de dissiper plusieurs erreurs trop fréquentes et de préciser quelques-unes des données fondamentales du sujet.

Première Partie

Examen des critiques formulées contre les Caisses

On sait que la situation de nos clearings est généralement mauvaise : engorgement progressif des caisses — d'où allongement des délais de rapatriement des fonds — par voie de conséquence, gêne de trésorerie pour certaines entreprises et, pour toutes les firmes, impossibilité de fixer leur politique commerciale future sur les pays en cause, qu'il s'agisse d'aménagement de leur trésorerie ou de détermination de leurs prix de vente. Nous donnons en annexe un état résumant les résultats enregistrés par les divers Offices français de compensation au 30 septembre 1935. On y verra que le coefficient d'immobilisation dépasse effectivement 50 et même 60 % dans certains clearings.

Mais la constatation de cet état de fait n'autorise pas une erreur de raisonnement cependant fréquente : elle permet bien de dire, en toute certitude, que les caisses de compensation fonctionnent mal, mais elle ne permet pas, à elle seule, de conclure que les dites caisses doivent

être supprimées, attendu que personne ne sait quel eut été le montant des créances non transférées si les caisses n'avaient pas existé.

Si donc l'on refuse de condamner les caisses sur la seule constatation de leur déficience, on peut relever contre elles des critiques d'ordre théorique, dont la première exposée est de loin la plus importante et des critiques d'ordre technique tirées de l'organisation interne des clearings eux-mêmes.

CHAPITRE PREMIER

CRITIQUES D'ORDRE THEORIQUE

Des critiques sérieuses viennent mettre en cause le principe même de la compensation, principe qui aurait des conséquences désastreuses sur l'économie internationale.

Ces critiques, sont les suivantes :

1° L'engorgement constaté dans les caisses de compensation est la conséquence nécessaire de leur création, les clearings stimulant les achats des pays à monnaie contrôlée;

2° Les accords de compensation ne sont que des conventions de traitement préférentiel réciproque, conduisant à des discrimination entre pays d'une part, et entre créanciers d'autre part et provoquant ainsi une augmentation du prix des produits;

3° L'accord de compensation empêche le pays à monnaie contrôlée d'établir une différence entre les produits importés;

4° L'établissement des clearings est une tentative d'économie dirigée;

5° L'accord de compensation introduit l'insécurité dans les transactions commerciales;

6° La compensation s'apparenterait aux contingents.

I

L'ENGORGEMENT CONSTATÉ DANS LES CAISSES DE COMPENSATION EST LA CONSÉQUENCE NÉCESSAIRE DE LEUR CRÉATION

Les caisses de compensation tendraient à créer une balance commerciale favorable aux pays à monnaie saine, la France, par exemple. Or, en système de clearing bilatéral, les exportateurs français ne peuvent être payés de leurs ventes sur un pays à clearing que si la balance commerciale de la France, avec ce pays, est déficitaire ou, au plus, égale; la balance doit même être forcément déficitaire si l'entier produit des importations en France en provenance de ce pays n'est pas affecté au rapatriement exclusif des créances commerciales ou s'il existe des créances commerciales arriérées. Le clearing provoquerait donc un *forcement* (relatif) de notre exportation, mais cette exportation serait *malsaine*, parce que non suivie de rentrée effective de fonds. Si cette argumentation est juste, elle suffit à condamner le système des caisses de compensation. Les raisons sur lesquels elle est fondée sont, les unes d'ordre psychologique et pratique, les autres d'ordre statistique.

a) Arguments d'ordre psychologique et pratique.

Le clearing stimule les achats du pays à monnaie contrôlée (1). Les nationaux, en effet, n'éprouvent plus

(1) S. D. N., *op. cit.*, p. 37.

aucune difficulté pour régler leurs dettes. Ils se libèrent en monnaie nationale aux guichets de leur office de compensation. De plus, la pénurie des devises les incite à effectuer leurs achats dans le pays qui leur offre d'aussi grandes facilités de paiement. Les exportateurs du pays à monnaie forte ne demandent qu'à accroître le chiffre de leurs exportations puisque la création du clearing leur donne l'assurance que leurs créances seront réglées un jour ou l'autre. C'est le phénomène qui s'est produit lors de la mise en vigueur du clearing franco-allemand. Au moment de la signature de l'accord du 28 juillet 1934, la balance commerciale franco-allemande laissait un solde important au profit de l'Allemagne. Il y avait donc lieu d'escompter un fonctionnement normal de la caisse de compensation que l'on créait.

Dès le premier mois de la création de cette caisse, on a constaté un renversement de la balance commerciale franco-allemande au profit de la France et un arriéré a commencé à se constituer, arriéré qui n'a fait qu'augmenter depuis lors. Les faits semblent donc vouloir confirmer cette théorie comme ont essayé de le montrer les rapporteurs de l'enquête de la Société des Nations.

b) Arguments d'ordre statistique.

Afin de dégager les tendances générales du commerce régi par les accords de clearing, l'enquête de la Société des Nations analyse les statistiques du commerce de six pays ayant conclu plusieurs de ces accords. Ces six pays sont divisés en deux groupes : A et B; le groupe A comprend la France, la Suisse et l'Italie, pays qui, jusqu'en décembre 1934 n'avaient institué aucun contrôle des devises pour les transactions en marchandises. Le

groupe B comprend en Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie, pays à réglementation de change. (2)

L'enquête a donné les chiffres suivants :

Pourcentage du commerce de six pays revenant aux pays avec lesquels des accords de clearing ont été conclus. (3)

GROUPE A

	France (nom compris le commerce avec les colonies, etc...)		Suisse		Italie	
	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.
1931	20.5	14.8	35.9	21.6	20.8	14.4
1932	19.0	16.1	33.8	20.9	18.8	15.7
1933	17.3	16.8	36.0	22.7	20.3	17.4
1934	15.4	19.8	35.5	29.5	21.3	22.6

GROUPE B

	Hongrie		Bulgarie		Roumanie	
	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.
1931	60.7	70.5	66.4	74.4	63.0	55.8
1932	63.1	71.7	70.6	74.9	59.8	52.5
1933	66.3	66.3	76.4	75.2	56.1	45.5
1934	67.6	70.0	73.9	71.4	52.7	52.9

Les auteurs de cette statistique font remarquer qu'elle donne « pour chacune des années 1931-1934, la part du commerce des six pays susvisés revenant aux pays avec lesquels des accords de clearing étaient en vigueur à la fin de ladite période ». Ils prennent soin d'observer « que

(2) Les statistiques ont été établies d'après le commerce de :

la France avec l'Allemagne, la Bulgarie, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie;

la Suisse avec l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, le Chili, la Grèce, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie;

l'Italie avec l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie;

la Hongrie avec l'Allemagne, l'Autriche, l'Union Belgo-Luxembourgeoise, la France, la Grèce, l'Italie, la Suisse, la Tchécoslovaquie et la Turquie;

la Roumanie avec l'Allemagne, l'Autriche, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie et la Suisse.

Société des Nations, *op. cit.*, p. 40.

(3) S. D. N., *op. cit.*, p. 41.

les accords ont été conclus un par un au cours de la période en question et que les plus récents d'entre eux n'ont pas encore eu beaucoup de répercussion sur le commerce ». Ils ne font pas mystère « *qu'un petit nombre, relativement, de ces accords ont été conclus avant 1933* » et que « *jusqu'à un certain point, les changements survenus dans les chiffres, et plus particulièrement de 1931 à 1932, doivent être attribués à d'autres mesures (bilatérales et unilatérales) tendant à développer le bilatéralisme, mesures dont les effets sur le commerce ressemblent à ceux des accords de clearing.* »

Après cette « réserve », les rapporteurs déclarent que le mouvement des pourcentages est frappant et que la part des pays de clearing dans les exportations de la France, de la Suisse et de l'Italie a considérablement augmenté pendant la période envisagée. Pour les raisons signalées dans le rapport lui-même, il nous semble impossible de conclure sur le seul vu de ces chiffres que les accords de clearings provoquent un forçement des exportations des pays à monnaie saine, vers les pays à monnaie contrôlée. En effet, nous ferons remarquer tout d'abord que les premiers accords de compensation ont été conclus, pour la plupart, au cours de 1932. Leur influence aurait donc dû se manifester au cours de 1933. Or, ce fait n'apparaît clairement que pour la Suisse, en admettant *a priori* l'influence des accords de clearing sur les exportations.

En ce qui concerne la France, nous ferons remarquer que cinq accords de compensation ont été signés au cours de 1932; sur ces cinq, un, l'accord franco-allemand, n'a pu avoir aucune influence puisqu'il a été conclu le 24 décembre. Les quatre accords restant, d'après la statistique,

n'ont eu aucune action sur les exportations, ou une action très faible par rapport à la brusque avance du pourcentage qui se manifeste de 1931 à 1932. Le même raisonnement peut s'appliquer aux exportations italiennes. Il nous semble donc impossible d'attribuer aux *seuls clearings*, le développement des exportations françaises, italiennes et suisses vis-à-vis des pays à monnaie contrôlée, ce développement ayant débuté en 1931 pour la France et l'Italie tout au moins. *Dans quelle mesure* les accords de clearings ont ils contribué à ce développement ? C'est une question que personne, à notre connaissance, ne s'est appliqué à résoudre, étant donné la complexité du problème.

En ce qui concerne les chiffres du groupe B, le rapport de la S. D. N. montre qu'ils évoluent en sens contraire de ceux de la France et de la Suisse. La part des pays de clearing, dans les importations de la Hongrie et de la Bulgarie, a augmenté sensiblement, tandis qu'elle baissait pour leurs exportations (4); l'augmentation du chiffre des exportations hongroises, en 1934, est due à une demande allemande exceptionnelle. Dans le cas de la Roumanie, nous citons toujours le rapport de la S. D. N., les clearings paraissent avoir affecté défavorablement les importations aussi bien que les exportations; toutefois, jusqu'en 1933, la diminution de la part revenant aux pays de clearing a été plus grande pour les exportations que pour les importations; les chiffres de 1934 ne doivent pas être pris en considération car ils sont faussés par l'augmentation de la demande allemande de matières premières européennes.

(4) S. D. N., *op. cit.*, p. 42.

Nous avouons ne plus très bien comprendre la logique du raisonnement des rapporteurs de l'enquête de la S. D. N. qui s'appuient sur des statistiques pour démontrer que les clearings forcent les exportations des pays à monnaie sain vers les pays à monnaie contrôlée et qui déclarent, sans aucun essai de justification, que « les clearings paraissent avoir affecté défavorablement les importations » de la Roumanie, alors que le contraire aurait dû se produire d'après leur théorie. De plus, la statistique concernant le groupe B nous semble viciée par le fait même de sa constitution. Elle concerne, en effet, le pourcentage du commerce de la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie, revenant aux pays avec lesquels des accords de clearing ont été conclus; mais parmi ces derniers pays, plusieurs ont leur monnaie soumise à des réglementations de change, plusieurs sont des pays à monnaie faible. La Hongrie a conclu des accords de clearing avec 9 pays dont 5 ont des réglementations de change. Les chiffres sont respectivement de 7 et 3 pour la Bulgarie et de 7 et de 4 pour la Roumanie. Il est donc impossible de s'appuyer sur cette statistique pour démontrer l'augmentation des exportations des pays à monnaie forte vers les pays à monnaies faible dans le cas d'accord de clearing.

Si imparfaite qu'elle soit, cette statistique va cependant nous permettre une constatation intéressante. On a prétendu que lors de la constitution d'un clearing, les commerçants (5) « jugeant que le clearing constitue la garantie sûre qu'ils toucheront de toute manière, le prix de leur marchandise, sont enclins à augmenter leurs exportations et à développer leur mouvement d'affaires ».

(5) S. D. N., *op. cit.*, p. 47.

Les chiffres du *groupe B* semblent venir infirmer cette opinion. En effet, les exportations des trois pays envisagés auraient dû augmenter vi-à-vis des pays à monnaie contrôlée avec qui des accords de clearing étaient passés. Ces pays entraient pour plus de moitié dans les chiffres donnés, il aurait donc dû en résulter une augmentation du pourcentage des exportations aussi bien qu'une augmentation du pourcentage des importations. Or, c'est juste le contraire qui a lieu pour les trois pays considérés.

Nous ferons enfin remarquer qu'une statistique n'a de valeur qu'autant quelle englobe le plus grand nombre de cas possibles; or, la statistique relative au groupe B ne concerne que 3 pays alors qu'il aurait été fort utile de connaître les résultats obtenus par les vingt autres pays qui ont également conclu des accords de clearing.

Pour toutes ces raisons, la valeur des chiffres remis par la S. D. N. nous apparaît réduite.

L'examen du mouvement des exportations françaises nous semble être plus utile.

Le tableau qui suit, exprime la baisse de nos exportations en 1934 (dix mois) par rapport à 1931 (dix mois), pour les groupes de pays suivant :

a) L'ensemble de nos débouchés extérieurs, colonies comprises;

b) Les seules colonies françaises;

c) Les pays du bloc-or;

d) Les pays à monnaie dépréciée, mais sans réglementation de change;

e) Les pays à réglementation de change sans caisse de compensation;

f) Les pays à réglementation de change et à caisse de compensation du type ordinaire;

g) Les pays à caisse de compensation à change variable;

h) L'Allemagne;

TABEAU INDIQUANT LES VARIATIONS DE NOS EXPORTATIONS
1934 PAR RAPPORT AUX EXPORTATIONS 1931 SUR (6) :

Tous Pays	françaises Colonies	Bloc Or Pays du	Pays du groupe anglo-saxon	Pays à régime de change sans caisse de compen- sation E	Pays à caisse de compen- sation Type général F	Pays à caisse de compen- sation Change variable G	Allemagne
A	B	C	D	E	F	G	H
- 43.5 %	- 26.2 %	- 46.7 %	- 62.6 %	- 42. %	- 26.9 %	- 53. %	- 31.4 %

Remarquons tout d'abord que les enseignements qui se dégagent de ce tableau n'ont aucun caractère de certitude : il n'est pas possible, en particulier, de connaître et d'éliminer l'influence, probablement très forte dans certains cas, exercés sur la baisse de nos exportations par les *entraves douanières* établies à l'étranger (droits de douanes ou contingents) ni le rôle joué par la *réduction du pouvoir d'achat de la clientèle étrangère*.

On peut néanmoins faire les observations suivantes :

1° Dans les colonies, où le facteur monétaire ni (sauf accessoirement) le facteur douanier n'ont joué, la dimi-

(6) *Choix de l'année de base.* — Nous avons retenu comme base de comparaison, l'année 1931, bien que le début de la crise de l'exportation soit de près de deux ans antérieur à ladite année, parce que le facteur monétaire et les réglementations de change (c'est-à-dire les éléments dont il s'agit précisément de déterminer l'influence) n'ont, dans l'ensemble, commencé à jouer que fin 1931 (après la chute de la livre).

Groupe anglo-saxon. — Nous avons incorporé à ce groupe le Japon et l'Espagne, qui ont bien édicté une réglementation des changes, mais qui ont laissé leur monnaie fluctuer librement.

Allemagne. — Ce pays fait l'objet d'une rubrique distincte, parce qu'une caisse de compensation proprement dite n'a fonctionné qu'à partir du 1^{er} août 1934 et qu'il est difficile de déterminer qu'elle a été l'influence sur nos exportations, vers l'Allemagne, de l'Office franco-allemand des paiements commerciaux qui a précédé la Caisse de compensation proprement dite.

Divers pays. — Certains pays (de faible importance), ont dû être exclus faute de données statistiques suffisantes.

nution de nos ventes est très inférieure à la moyenne (colonne B du tableau);

2° Dans les pays du bloc-or, pour lesquels le facteur monétaire n'a pas davantage joué, la baisse est à peu près égale à la moyenne (colonne C du tableau).

Mais on observe surtout :

3° Que dans les pays du groupe anglo-saxon (monnaies erratiques) la chute a été très supérieure à la moyenne (colonne D);

4° Que dans les pays à accord de compensation, mais à change variable (Glèce, Autriche, colonne G) la baisse est également très supérieur à la moyenne, avec tendance à rejoindre le coefficient du groupe anglo-saxon;

5° Que pour les pays sans caisse de compensation mais à change rigide (colonne E) et également pour les pays à caisse de compensation avec cours fixe de transfert (colonne F) la réduction de nos exportations a été, ici, de façon légère, là, plus nettement inférieure à la moyenne.

On peut donc en déduire, avec toute la prudence qu'impose le maniement de telles statistiques que le forçement (relatif) de nos exportations n'est pas propre à nos ventes sur les pays à clearing.

L'on arrive à une conclusion semblable lorsqu'on étudie les variations de la balance commerciale des pays intéressés.

Etude des balances commerciales.

Le rapport de la S. D. N. fait état d'une statistique montrant les variations des balances commerciales de six pays :

1° Avec les pays avec lesquels des accords de clearings ont été conclus;

2° Avec les autres pays.

Nous reproduisons les chiffres publiés ci-dessous.

Balances commerciales de six pays avec :

a) Les pays avec lesquels des accords de clearing ont été conclus;

b) Les autres pays;

(En millions d'unités monétaires nationales).

GROUPE A

	France		Suisse		Italie	
	a	b	a	b	a	b
1931	— 3.936	— 8.804	— 516	— 386	— 954	— 479
1932	— 2.999	— 7.785	— 429	— 533	— 482	— 964
1933	— 1.649	— 7.592	— 381	— 361	— 470	— 963
1934	— 218	— 4.713	— 260	— 330	— 457	— 1.985

GROUPE B

	Hongrie		Bulgarie		Roumanie	
	a	b	a	b	a	b
1931	+ 75	— 44	+ 1.325	— 51	+ 2.450	+ 3.992
1932	+ 33	— 27	+ 83	— 171	+ 1.599	+ 3.101
1933	+ 53	+ 27	+ 458	+ 186	— 83	+ 2.592
1934	+ 51	+ 10	+ 164	+ 141	+ 315	+ 202

Au premier coup d'œil, on doit constater la diminution considérable de la balance passive de la France, la Suisse et l'Italie vis-à-vis des pays de clearing. Pour la France, elle n'était plus en 1934 que de 5 % du chiffre de 1931; la baisse est moins grande pour la Suisse, mais le rapport de la S. D. N. prend soin de nous avertir que 82 % de la réduction du déficit commercial de ce pays résultent du commerce avec les pays de clearing (7). Le déficit du commerce de l'Italie avec les pays de clearing a été réduit de plus de moitié, tandis qu'ils passait

(7) S. D. N., *op. cit.*, p. 43.

du simple à plus du quadruple pour le commerce avec les autres pays. *Pour autant que le mouvement des échanges de ces pays avec l'Allemagne a amené la diminution du déficit commercial avec les pays de clearing, cette diminution ne peut être attribuée entièrement aux accords de clearing.*

Cette réserve nous paraît extrêmement importante car elle va nous permettre de déceler la vraie cause de la réduction du déficit commercial attribuée trop simplement aux accords de clearing en général. Nous ferons remarquer auparavant que les causes qui ont provoqué la réduction des balances passives de 1931 à 1932, période pendant laquelle les accords de clearing n'ont eu qu'une influence insignifiante, ont vraisemblablement continué à agir au cours des années suivantes. Ceci dit, il est évident que l'Allemagne est la cause principale de la réduction considérable des balances passives des trois pays considérés. Nous en avons la certitude pour la France, et en ce qui concerne la Suisse et l'Italie, le rapport de la S. D. N. le laisse entendre. En effet, la balance passive de la France avec l'Allemagne est passée d'environ 3 milliards en 1931 à près de 300 millions en 1934. Ce changement considérable dans la proportion des échanges est dû à plusieurs causes. Tout d'abord à une augmentation certaine des exportations françaises; peut-être, en effet, les exportateurs français ont-ils estimé, à la création du clearing, que les paiements sur l'Allemagne seraient désormais assurés et ont-ils adressé des marchandises en quantité plus importante vers ce pays. *Mais il faut surtout constater la diminution considérable des importations allemandes en France.* Cette diminution est dûe, en partie, aux restrictions imposées par

les contingents (60 % du commerce d'importation allemand) et par l'élévation continue et progressive du tarif douanier français. De plus, et c'est ce qui est essentiel pour notre sujet, cette diminution des importations provient du *facteur monétaire*.

La monnaie allemand est maintenue à un cours officiel qui ne correspond pas à sa valeur réelle. Pour stimuler ses exportations, l'Allemagne avait donc dûs recourir à un dumping monétaire (système de scrips). La création d'une caisse de compensation supprimant ce dumping monétaire amena une diminution des exportations allemandes vers la France, ce qui explique la réduction brutale de la balance passive de la France de 1932 à 1934.

Mais ce bref commentaire de l'expérience allemande, a l'avantage d'attirer notre attention sur la question des *importations* effectuées par les pays à monnaie faible dans les pays à monnaie forte. C'est la *diminution considérable de ces importations* qui *provoque la réduction des balances passives* des pays à monnaie forte vis-à-vis des pays à monnaie faible. Les statistiques de la S. D. N. confirment cette assertion dans la mesure où elles peuvent être utilisées. La diminution des importations est très apparente en ce qui concerne la France puisque le pourcentage donné, passe de 20,5 en 1931 à 15,4 en 1934; elle est moins apparente en ce qui concerne la Suisse et ne se manifeste pas pour l'Italie. En sens inverse, les exploitations de la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie enregistrent une baisse sensible de 1931 à 1934 (8).

(8) Voir les tableaux statistiques relatifs au « pourcentage du commerce de six pays revenant aux pays avec lesquels des accords de clearing ont été conclus ».

Le taux de change trop élevé, adopté dans les conventions de clearing est la cause de cette diminution des exportations des pays à monnaie faible comme nous le verrons plus loin; tous les accords de clearing conclus par la France en sont des exemples frappants.

Nous sommes donc amenés à conclure qu'en admettant même que les accords de clearings provoquent une certaine augmentation des exportations des pays à monnaie saine vers les pays à monnaie contrôlée, il ne s'ensuit pas pour cela que cet accroissement des exportations est la seule cause de l'engorgement des clearings; cet engagement résulte principalement de la *diminution des exportations* des pays à monnaie faible, diminution dont nous aurons à rechercher les causes, mais qui ne résulte pas du principe même des clearings.

II

LES ACCORDS DE COMPENSATION

NE SONT QUE DES TRAITEMENTS PRÉFÉRENTIELS RÉCIPROQUES

On reproche aux accords de clearings, sur le plan international, de conduire à des discriminations entre un pays capable de conclure de tels traités et d'autres pays qui, pour plusieurs raisons évidentes, ne peuvent pas prendre d'engagements semblables. (9) En effet, dans la plupart des cas, les clearings peuvent constituer un stimulant artificiel pour les commerces des deux parties contractantes, soit parce que le pays à monnaie faible doit augmenter ses exportations pour diminuer les créances arriérées qui s'accumulent dans son Office de compensation, soit parce que, dépourvu de devises, il

(9) *L'Economie Internationale*, vol. IV, N° 2, janv. 1932.

est amené à augmenter ses achats dans le pays avec qui il a conclu l'accord. (10) Il en résulte un préjudice certain pour les autres pays. Parmi les pays en question, le rapport de la S. D. N. cite l'Allemagne, la Bulgarie et la Hongrie. D'après ce rapport, les chiffres du commerce de l'Allemagne pendant le 3^{me} trimestre de 1933 et de 1934 sont (en millions de marks) : (11)

Commerce avec	1933		1934	
	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.
1° Vingt-et-un pays européens avec lesquels des accords de clearing ou de compensation ont été conclus	456	831	525	719
2° Autres pays	588	399	533	287

Cette statistique montre « que les importations en provenance des pays avec lesquels des accords de clearing ou de compensation ont été conclus, ont été de 15 % plus élevées qu'en 1933, les importations en provenance des autres pays ont été de 9 % inférieures à ce qu'elles étaient au cours de cette même année ».

Les chiffres suivants indiquent les quantités et prix moyens de la laine importée par l'Allemagne en provenance des principaux producteurs d'outre mer et de quelques producteurs européens : (12)

Provenance	Tonnes importées (juillet-septembre)		Prix moyen en RM par tonne (juill.-sept.)		Modification en pourcentage	
	1933	1934	1933	1934	Quantité	Prix
Argentine, Australie, Union de l'Afrique du Sud, Uruguay ..	22.795	5.556	1.320	1.870	— 76	+ 42
Autriche, Hongrie, Italie, Suède, Tché- coslovaquie, Turquie	1.396	4.754	981	1.534	+ 34	+ 53
Total en provenance des pays ci-dessus.	24.191	10.310	1.300	1.715	— 57	+ 32

(10) S. D. N., *op. cit.*, p. 51.

(11) S. D. N., *op. cit.*, p. 46.

(12) S. D. N., *op. cit.*, p. 47.

Ainsi l'Allemagne a réduit ses achats de matières premières en provenance des pays d'outre-mer et sa demande s'est détournée vers les pays avec qui elle avait conclu des accords de clearings. Les pays d'outre-mer ont ainsi subi des pertes sensibles par suite de rétrécissement de leurs courants commerciaux avec les pays se trouvant dans la même position que l'Allemagne.

Si elle se réduisait à cette simple constatation, l'objection n'aurait aucune portée car un pays donné ne peut prétendre avoir des droits acquis relativement à son chiffre d'affaires commerciales avec un autre pays si aucune convention à cet égard n'est intervenu. Mais ce qui lui donne un caractère plus sérieux, c'est que l'on prétend que « cette canalisation artificielle du commerce entre pays liés par le clearing » est anti-économique. (13)

En effet, dans la plupart des accords de compensation, comme nous l'avons déjà signalé, le taux de change adopté ne correspond pas à ce qu'il serait si la monnaie pouvait être librement négociée. Il en résulte que les prix des marchandises montent au détriment des exportations des pays à monnaie faible. (14) (Remarquons que les rapporteurs de l'enquête de la S. D. N. constatent ce fait à propos de l'objection exposée, mais qu'ils ont omis d'y faire allusion quand ils recherchaient les « forces qui contribuent à compromettre le fonctionnement du clearing (pages 37 et suiv.).

D'autre part, ces pays à monnaie faible se voient souvent contraints d'acheter chez leur partenaire des produits qu'ils pourraient se procurer ailleurs à meilleur

(13) S. D. N., *op. cit.*, p. 52.

(14) Gérard, « Les régimes de réglementation du commerce des devises et les créances commerciales bloquées à l'étranger », *Revue Economique Internationale*, juin 1932, p. 492.

compte, ou des produits dont le caractère de première nécessité ne s'impose pas. (15) C'est ainsi que les clearings ont obligé la Bulgarie à orienter son commerce extérieur vers les pays avec lesquels elle avait conclu des conventions et avec lesquels sa balance commerciale était active, afin de pouvoir utiliser ses avoirs libres, ce qui lui a souvent imposé l'achat de marchandises à des prix onéreux. (16)

De plus, au début de 1934, une ordonnance générale relative à l'importation et à l'exportation bulgares est venue limiter le nombre des marchandises dont l'entrée était autorisée en Bulgarie. Cette ordonnance interdit notamment toute entrée de produits de luxe; par suite des conventions de clearing, elle ne peut s'appliquer aux pays avec qui de tels accords ont été conclus.

Nous ferons remarquer que les premières conséquences fâcheuses signalées (hausse des prix) n'ont aucun rapport avec le principe des clearings, mais qu'elles résultent uniquement de leur mauvaise organisation par suite du maintien d'un taux de change trop élevé et ne tenant pas un compte suffisant de la valeur réelle de la monnaie en question. Les pays à monnaie faible ont essayé d'atténuer le mal par des mesures indirectes consistant dans des primes à l'exportation, payées par des surtaxes perçues à l'importation.

En ce qui concerne l'obstacle mis à la discrimination des produits à l'importation pour les pays à monnaie faible, remarquons que cela constitue un des avantages de la compensation pour les pays à monnaie forte qui ne

(15) Malpas, *op. cit.*, p. 610.

(16) S. D. N., *op. cit.*, p. 146.

veulent pas voir disparaître une partie de leurs possibilités d'exportation.

III

LES ACCORDS DE COMPENSATION INTRODUISENT UN ÉLÉMENT D'INSÉCURITÉ DANS LES TRANSACTIONS COMMERCIALES

L'auteur de l'objection (17) se demande quel crédit un commerçant peut tirer d'un récépissé de sommes en attente de transfert délivré par un Office de compensation. En supposant qu'une réglementation du pays débiteur intervienne de façon à immobiliser complètement le recouvrement des créances, le créancier français ne pourra disposer d'aucun moyen de coercition du droit privé, puisque la mesure dont il sera victime sera le fait d'un gouvernement agissant de son droit de puissance publique. Par exemple, si un pays étranger vient à décider la suppression de ses exportations sur la France, l'exportateur français ne sera jamais payé. (18) Le fonds de garantie constitué à l'étranger par le paiement de nos exportations entre les mains des banques nationales ou d'émission pourra disparaître en cas de baisse soudaine de ces monnaies nationales ou pour toute autre cause.

Nous ferons remarquer le peu de portée de l'objection qui se réfère à des circonstances qui peuvent se produire, que les accords de compensation existent ou non. Au cas

(17) Laserre, *op. cit.*, p. 145.

(18) G. Daras, *op. cit.*, p. 11.

où ils n'existeraient pas, la situation des exportateurs français ne serait pas meilleure.

IV

L'ÉTABLISSEMENT DES CLEARINGS EST UNE TENTATIVE D'ÉCONOMIE DIRIGÉE

Dans son rapport de mars 1932, le Comité financier de la Société des Nations s'est prononcé une première fois et après une rapide enquête contre le système de la compensation. Il a vu dans les accords de compensation, une nouvelle manifestation d'un étatisme envahissant. (19) On a pu écrire à juste titre : « ne lui est-il pas arrivé de formuler la crainte qu'une grave atteinte soit portée On a pu écrire à juste titre : « ne lui est-il pas arrivé de formuler la crainte qu'une grave atteinte soit portée ainsi au monopole des banques ? La compensation n'était peut-être à ses yeux qu'une intrusion de plus de l'Etat dans les affaires privées ? Le fait qu'en France la Chambre de Commerce de Paris, qu'on ne saurait suspecter d'étatisme, a procédé d'elle-même et de son plein gré à la création de l'Office, serait peut-être une réponse. Il y avait le « *salus populi* ». Or, celui-ci exigeait des solutions pratiques et d'une mise en œuvre immédiate. Individuellement les banques ne pouvaient rien et les dirigeants de la plupart d'entre elles ne se faisaient pas faute de le reconnaître. Conscient du rôle qui lui incombait, l'Office de compensation de Paris, a entretenu en toute circonstance les meilleures relations avec les

(19) Lachaze, *op. cit.*, p. 20.

etablissemments bancaires ,soulignant ainsi tout le prix qu'il attachait à leur concours. » (20)

Ajoutons que l'institution de la compensation n'est d'origine ni bureaucratique, ni politique. C'est sur la demande des intéressés que l'Etat français a décidé de prendre en main les intérêts de ses nationaux. La compensation n'est qu'une discipline des règlements internationaux imposée par les évènements. (21)

V

LA COMPENSATION S'APPARENTE AUX CONTINGENTEMENTS

On a prétendu que les accords de compensation s'apparenteraient aux mesures de contingentements. Nous ferons simplement remarquer que la politique des contingentements a pour but de limiter le volume des échanges et de le restreindre, au moins en ce qui concerne les importations, tandis que les accords de compensation ont pour but de permettre aux échanges de reprendre avec les pays qui en avaient troublé le libre cours en instituant une réglementation des changes rendant impossible tout transfert de devises.

(20) Jolly, R. E. P., mars-avril 1933, p. 347.

(21) Jolly, *op. cit.*, p. 136.

CHAPITRE III

CRITIQUES D'ORDRE TECHNIQUE TIREES DE L'ORGANISATION DES ACCORDS DE CLEARING

Ces critiques sont moins importantes que celles que nous venons d'examiner car elles ne touchent pas au principe même des clearings. Elles sont relatives à des défauts d'organisation auxquels il est possible de remédier. Elles sont surtout invoquées par ceux qui désirent une refonte de la technique de la compensation, refonte basée sur l'expérience des années passées. Elles peuvent être énoncées comme suit :

1° Les caisses de compensation suppriment les échanges triangulaires indirects entre pays;

2° Par le fait même de leur constitution, les caisses de compensation introduisent des retards importants dans les paiements;

3° Le clearings contractuel n'a pas la souplesse du clearing normal et naturel;

4° Les accords de compensation ne sont qu'une généralisation du système du troc;

5° Ils impliquent et instituent une solidarité forcée entre exportateurs et importateurs;

6° Avant la constitution des clearings, les exportateurs français auraient obtenu plus facilement le règlement de leurs créances.

I

LES CAISSES DE COMPENSATION SUPPRIMENT LES ÉCHANGES TRIANGULAIRES INDIRECTS

Les caisses de compensation supprimeraient les échanges triangulaires indirects, c'est-à-dire empêcheraient un pays dont la balance sur un autre pays est déficitaire d'appliquer au règlement de ce déficit le surplus de devises que lui procurera une balance créditrice sur un tiers pays. D'après l'enquête de la Société des Nations sur les accords de clearing (1) « la proportion des soldes actifs et passifs qui se compensent les uns les autres par rapport au commerce total du pays peut être considérée comme représentant son commerce triangulaire de marchandises. »

Le commerce triangulaire des divers Etats est en diminution depuis 1929, comme le prouve une statistique de la S. D. N. englobant le commerce total de vingt-deux pays, représentant près des trois-quarts du commerce mondial.

	1929	1931	1932	1933
a) 16 pays d'Europe	16.0	14.0	12.5	12.0
b) 6 autres pays	22.6	19.0	20.2	19.6
c) a + b	18.3	16.5	14.8	14.2

Remarquons que la diminution de la proportion est plus accusée de 1929 à 1931, que de 1931 à 1933, période

(1) *Accords de clearing*, S. D. N., 1935, p. 52.

pendant laquelle ont été mis en vigueur la majorité des accords de clearing; il est donc impossible d'attribuer aux seuls clearings la cause de la réduction du commerce triangulaire constatée de 1931 à 1933. On ne pouvait en particulier négliger les effets de la politique des contingentements et des changements de tarifs récents.

Il est bien évident que l'accord de compensation tend à compartimenter le commerce international en une série de relations bilatérales comme le fait remarquer M. Roger Picard (2) : « En obligeant les pays contractants à régler le débit de leurs importations par le crédit de leurs exportations et cela dans le cadre d'accords bilatéraux et non multilatéraux, on ramène les échanges au niveau le plus bas. C'est la pratique forcée de la maxime simpliste et pourtant répétée si souvent et avec tant de satisfaction, « j'achète à qui m'achète »... Désormais, les relations d'un pays avec un autre pays se régleront sur la base des achats faits par celui des deux qui a le moins de besoins ou le moins de pouvoir d'achat. » La politique des contingentements n'est pas faite pour améliorer une situation qui réclamerait la mesure inverse : « vouloir maintenir à la fois les offices des compensation et la politique restrictive des échanges, c'est le plus sûr moyen d'engendrer la cachexie de notre commerce extérieur et de désorganiser l'économie internationale qu'on prétend sauvegarder. » Isolant les échanges avec chaque pays, la compensation en est réduite à une marche saccadée et hésitante : « Envisagé sur le plan bilatéral, l'équilibre des ressources et des charges d'un

(2) R. Picard, *Bulletin d'Informations Economiques*, nov. 34. Même sens : Lautman (J.), *Quelques aspects nouveaux du protectionnisme en Europe*, Paris, 1933, p. 107; Lachaze (J.), *L'Office français de compensation et les règlements internationaux*, Toulouse 1934, p. 15.

clearing est un problème aussi ardu qu'anti-économique, à notre avis, tout au moins (3) ». Lorsque les retards dans les paiements sont considérables, dans un clearing donné, comme c'est d'ailleurs le cas ordinairement, il ne peut être remédié à la situation que par une augmentation des importations ou une limitation des exportations, opérations qui ne sont pas aisément réalisables et qui portent préjudice au commerce national.

Certains arguent de ces difficultés pour reprocher aux clearings d'entraver et de limiter les échanges. C'est une objection assez singulière qui confond le remède et la maladie. Dans la plupart des cas, les clearings ont permis aux échanges entravés par le contrôle du commerce des devises, de reprendre d'une façon plus ou moins satisfaisante, il est vrai.

Quoiqu'il en soit, les difficultés soulevées par la compensation, n'infirmant en rien le principe de la compensation. Les inconvénients pour le commerce international du « cloisonnement des balances commerciales » sont évidents, mais le clearing ne fait que rendre plus apparent un phénomène dont il n'est pas la cause : ce phénomène a son origine dans la politique générale d'échanges bilatéraux comme le montre les résultats cités de l'enquête de la S. D. N., et surtout dans la réglementation des changes, qui détruit le jeu de l'étalon-or et l'automatisme des compensations de balances commerciales.

D'autre part, il n'est pas impossible de concevoir — ce sera une des solutions concrètes qui devront être envisagées plus loin — que même en régime de clearing, le

(3) P. Jolly, *op. cit.*, p. 142.

pays à réglementation de change dont le portefeuille de devises est en voie de reconstitution soit appelé à prélever sur ce portefeuille les quantités nécessaires à l'apurement périodique d'un clearing particulier déficitaire.

* * *

Si l'on envisage la question d'un point de vue plus général, on peut se demander si l'organisation d'une compensation plurilatérale ne constituerait pas un sérieux avantage pour l'économie internationale. Plusieurs projets ont été élaborés dans ce sens : ce sont ceux de MM. Navachine, Milhaud et Clavier que nous allons rapidement passer en revue.

M. Dimitri Navachine, (4) après avoir constaté que les échanges sont désorganisés, propose de les rétablir par la coordination des productions sous l'action de la stabilisation des monnaies. Pour parvenir à cette fin, il suffirait de créer un organisme international qui compenserait dans ses livres les sommes inscrites au compte de chaque Office national. Léor servirait de monnaie de compte et les sommes inscrites au compte de chaque Office seraient converties quotidiennement au cours du jour. Il serait utile de créer une caisse internationale de consignation, de règlement et de mobilisation que M. Navachine appelle *licorem*. Elle compenserait sur ses livres, toutes les opérations, effectuées par les différents pays, que ces opérations soient commerciales, financières ou monétaires. Elle permettrait de

(4) Voir P. Vavachine : *La crise de l'Europe économique*, Paris 1932 et : « Crise, échanges, règlements et Europe économique », *Revue Economique Internationale*, janvier 1934, pp. 115-116.

mettre à l'abri des non paiements et des dépréciations monétaires les règlements des échanges et des services des dettes, et faciliterait la reprise des échanges et des prêts entre les pays. (5)

La solution proposée par M. Edgard Milhaud, professeur à l'Université de Genève, est un système de compensations plurilatérales, si possible, omnilatérales, avec extension à l'ensemble des transactions. Cette compensation plurilatérale se réaliserait par l'emploi généralisé de bons d'achat. Les Etats passeraient entre eux une convention en vertu de laquelle toutes les transactions extérieures effectuées entre personnes ou collectivités domiciliées sur leur territoire, seront réglées non par des envois d'or ou de devises, mais au moyen de bons spéciaux dont la fonction unique est d'acheter dans le pays émetteur des marchandises ou services. De là leur nom de bons d'achat. (6)

Ces bons d'achat sont émis par l'Office de compensation du pays moyennant la consignation de la somme correspondante en monnaie nationale. Leur durée de validité est limitée afin d'assurer la réciprocité et l'équivalence des transactions dans un certain laps de temps. Enfin, ils sont transmissibles de pays à pays. Ils font retour, en définitive, à l'organisme qui les a émis et qui les rembourse en monnaie nationale. Un Office central international serait chargé d'organiser leur compensation entre les divers offices.

M. Roger Picard a publié dans la *Revue d'Economie Politique*, une sérieuse critique du système des bons d'achat « qui présente tous les défauts du système

(5) Bataille, *op. cit.*, p. 110.

(6) Edgard Milhaud, *Trêve de l'or et clearing international*, 1933.

actuel des changes et, d'autre part, en possède quelques autres en propre, du fait que les bons ne sont payables qu'en marchandises et que leur validité est limitée dans le temps (7) ».

Signalons enfin le projet de M. Clavier, Directeur Général des Finances de Belgique, qui préconise un système dans lequel l'équivalence réciproque des échanges aurait lieu non pas d'un pays à l'autre mais entre tous les pays qui se grouperaient en « unions économiques », suivant les grands courants commerciaux. La compensation pourrait avoir un caractère international, en ce sens que si un pays ne pouvait importer dans un autre autant de marchandises que celui-ci en importe dans le premier, il aurait la faculté de céder son droit à un ou plusieurs autres pays, parties à la convention, et même à un groupement de pays (8).

Plusieurs expériences de compensation plurilatérales ont été faites, mais elles ont malheureusement échouées pour diverses raisons. C'est ainsi que dans son accord avec la Grèce, la Yougoslavie a consenti à recevoir une partie de ses créances commerciales, 30 %, en devises dites bloquées, c'est-à-dire en créances de la Grèce sur des tiers pays provenant d'accords de compensation. L'obstacle actuel consiste en ce que la Yougoslavie elle-même a des créances importantes sur le pays dont la Grèce est créancière (Allemagne) (9).

Malgré cet échec, dû à des circonstances exceptionnelles, la majorité des Etats qui ont répondu au questionnaire de la Société des Nations sont favorables à

(7) *Revue d'Economie Politique*, mars-avril 1933, p. 488.

(8) Ch. Clavier : « Vers une réforme économique », *Revue Economique Internationale*, août 1934, p. 249.

(9) S. D. N., *op. cit.*, p. 149.

l'extension du système du clearing. L'Italie seule s'y montre réfractaire d'une façon absolue. Pour la Tchécoslovaquie, les clearings multilatéraux conviennent dans certains cas et sont à souhaiter. La Tchécoslovaquie a, dans le temps, cédé le solde actif du clearing qu'elle possédait, avec un certain pays, à un Etat tiers, dont la balance était déficitaire à l'égard de son partenaire. Ce cas montre la possibilité pratique d'un clearing à trois, lorsque les circonstances s'y prêtent (10). Le Gouvernement français est d'avis (11) « qu'on ne saurait concevoir la mise en pratique de compensations triangulaires que pour une durée limitée et pour un ensemble d'opérations déterminé et en admettant que leur activité repose sur une entente étroite des trois parties contractantes nécessitant sans doute un contrôle par l'Etat du commerce extérieur. »

En ce qui concerne la compensation universelle, « il faudrait en exclure dès l'abord les pays destinés à être constamment en posture de débiteurs et qui seraient incapables d'opérer le règlement de leurs soldes passifs, ou tout au moins, de disposer de moyens de contrôle suffisants pour limiter leurs achats à leurs possibilités effectives de paiement, en marchandises comme en devises ».

* * *

Quelque soit l'avenir réservé aux propositions de clearing plurilatéral rapidement analysées ci-dessus, il ne semble pas que l'adispersion des échanges triangu-

(10) S. D. N., *op. cit.*, p. 148.

(11) S. D. N., *op. cit.*, p. 146.

lares indirects puisse être retenue, au moins comme une critique essentielle, contre les clearings.

On a prétendu enfin que les caisses de compensation suppriment les échanges triangulaires « directs » (12). C'est ainsi qu'une marchandise arrivant en France pour le compte d'un importateur français et payée par lui, ne peut plus être réexportée vers un pays qui a un accord de clearing avec le pays d'origine de cette marchandise. L'auteur de l'objection prend comme exemple concret des amandes arrivant de Turquie à Marseille. « Ces amandes, après certaines manipulations, pourraient être revendues en Suisse, réexportation maintenant devenue impossible puisque l'acheteur français a déjà payé au clearing franco-turc et que l'acheteur suisse ne pourrait payer son vendeur français qu'au clearing turco-suisse. Le vendeur français serait, s'il avait l'imprudence d'accepter cette vente, crédité en livres turques bloquées en Turquie. » On a vu souvent le cas, à Marseille, de commerçants suisses se porter acheteurs, à de très bons prix, de produits entreposés dont la vente était difficile sur le marché intérieur, sans que les commerçants français puissent accepter leurs offres par suite de la provenance étrangère de la marchandise, les obligeant à verser le montant de leur dette à la caisse du clearing conclu entre la Suisse et le pays d'où provenaient les marchandises.

(12) Rapport M. G. Daras, « Les Offices de Compensation », *Société pour la Défense du Commerce et de l'Industrie de Marseille*, 20 novembre 1934.

II

LES CAISSES DE COMPENSATION

INTRODUISENT DES RETARDS IMPORTANTS DANS LES PAIEMENTS
PAR LE SEUL FAIT DE LEUR CONSTITUTION

La lenteur des règlements aux exportateurs est un des griefs les plus courants invoqué contre les clearings. Les retards dans les paiements sont dus, en France, à deux causes principales. Ces deux causes sont :

1° La constitution d'un arriéré souvent considérable dès le premier jour de la formation de la caisse de compensation ;

et 2° Le fait que les dettes des importateurs français ne sont payables qu'à terme.

En effet, lorsqu'un pays réglemente le commerce de ses devises, il met, le plus souvent, ses nationaux dans l'impossibilité de s'acquitter de leurs dettes extérieures. Ces dettes s'accumulent jusqu'au jour de la création d'un office de compensation. A ce moment, les débiteurs pouvant se libérer, versent tous en bloc le montant de leurs dettes aux caisses de l'office national. Il se forme ainsi, dès les débuts, un arriéré considérable qui n'a pas de contre-partie dans le pays créancier où il n'existe aucun arriéré de cet ordre. C'est ainsi que le clearing franco-chilien dont le fonctionnement a été réglé par une convention du 11 novembre 1932, a débuté avec 39 millions de francs de créances arriérées (13). Au 30 septembre 1935, cet arriéré n'était plus que de l'ordre de 19 millions.

En ce qui concerne la Hongrie, les créances gelées étaient à l'origine (14) de 26 millions. Tous les pays avec

(13) *Bulletin d'Information Economique*, nov. 1934, p.

(14) 4 mars 1932.

qui la France a conclu des accords de clearing étaient dans une situation identique bien que le montant des créances arriérées ait été moins élevé pour chacun d'eux.

La seconde cause du retard des paiements consiste dans le fait que les importateurs français ne s'acquittent de leurs dettes qu'au fur et à mesure de leurs échéances qui s'échelonnent de 90 à 180 jours. L'Office de compensation à Paris ne reçoit donc à peu près rien pendant les trois premiers mois de son fonctionnement; il ne peut donc commencer les paiements aux exportateurs qu'à partir du quatrième mois. Il en résulte des retards qui ont été prévus, c'est la raison pour laquelle l'article 8 de l'arrêté interministériel du 15 février 1932 autorise l'Office de compensation à émettre des récépissés au profit des exportateurs (15). L'Office amortit ces récépissés au fur et à mesure de la rentrée des capitaux dans ses caisses.

Remarquons, enfin, que les disponibilités du clearing sont influencées par des causes extérieures qui n'ont rien à voir avec sa technique intérieure; ces causes sont, par exemple, un taux de change fictif par trop éloigné de la réalité ou le développement dans le pays créancier, d'une politique des contingentements (16). Ces causes diminuant les ressources du clearing accroissent évidemment les retards.

Si les ressources du clearing étaient suffisantes, les retards n'excèderaient pas quatre mois; c'est pourquoi, pour pouvoir condamner le principe de la compensation sur la question du retard des paiements, il faudrait pouvoir démontrer que la lenteur considérable des règlements actuels est due uniquement au système employé,

(15) Lachaze, *op. cit.*, pp. 66-69.

(16) P. Jolly, *op. cit.*, p. 130.

dégagé de toute influence étrangère; il nous semble difficile qu'une telle preuve puisse être faite.

III

LE CLEARING CONTRACTUEL N'A PAS LA SOUPLESSE DU CLEARING NORMAL ET NATUREL

Le clearing normal, qui s'effectue du fait de la liberté du mouvement de l'argent et du commerce des devises, est une (17) « compensation spontanée et automatique des créances et des dettes entre chaque pays et l'étranger, compensation qui s'opère sur confrontation des titres de crédit — évalués au cours du marché libre mondial — auprès de quelques organismes spécialement affectés à cette opération ». C'est une affaire qui concerne les banques, les importateurs et les exportateurs y restent complètement étrangers et ne subissent aucune mesure de contrainte.

Le clearing contractuel, au contraire, impose aux commerçants de multiples formalités à remplir, des taux de change conventionnels ou artificiels, etc...; bref, leur liberté d'action en est passablement diminuée. Il est certain que l'on n'a pas réussi, jusqu'à présent, à reconstituer (18) « par ces mécanismes rigides, les connexions multiples qui permettaient jadis au commerce des devises d'effectuer les règlements internationaux les plus complexes, d'arbitrer les changes, d'équilibrer les unes par les autres les diverses balances de pays à pays ». Notre réponse est ici celle-là même que nous avons déjà donnée ailleurs. Nous sommes les pre-

(17) Société des Nations, *op. cit.*, p. 36.

(18) R. Picard, *Bulletin d'Informations Economiques*, nov. 1934.

miers à déplorer la disparition de ce mécanisme des changes à la fois si prompt, si délicat et si souple qui fonctionnait avant la crise, les premiers aussi à reconnaître que tout doit être fait pour un retour aussi prochain que possible vers la liberté. Mais, imputer à l'accord de compensation la rupture de ce mécanisme, c'est une fois encore confondre la cause et l'effet. Le véritable coupable, c'est l'acte administratif de l'Etat à monnaie faible instituant le contrôle des devises.

IV

L'ACCORD DE COMPENSATION

N'EST QU'UNE GÉNÉRALISATION DU SYSTÈME DU TROC

On accuse le système des clearings d'avoir pour effet la généralisation du système du troc (19). Avant la conclusion des accords de compensation, les exportateurs français devaient dépenser dans le pays où ils exportaient le montant de leurs créances sous forme d'achats ou de placements; on peut citer tel négociant en tissus, obligé d'acheter du maïs en Yougoslavie et tel autre exportateur français devenant commanditaire d'une société hongroise pour la production de films. Avec la compensation, le troc au lieu de se faire sous la forme de l'échange d'une marchandise contre une autre, porte sur l'ensemble des exportations respectives de deux pays (20). Comme les transferts des soldes en devises sont évités dans toute la mesure du possible, car ils ne répondraient ni à l'esprit ni aux fins du clearing, ces soldes en faveur des pays plus exportateurs qu'import-

(19) M. Laserre, *op. cit.*, p. 143.

(20) M. Laserre, *op. cit.*, p. 144.

tateurs tendent à diminuer et à disparaître, impliquant ainsi la réalisation d'un système de troc pur et simple (21).

Il est difficile de se rallier à une telle opinion; le troc consiste dans l'échange d'une marchandise déterminée contre une autre de nature différente, le facteur monétaire n'intervenant pas. Or, dans le système de la compensation, le facteur monétaire joue un rôle prépondérant; il ne s'agit pas d'échanger des produits contre d'autres produits, mais de compenser des créances commerciales par des dettes de même nature, créances et dettes étant fondues dans des comptes d'ensemble entièrement anonymes. La compensation n'est qu'une nouvelle technique des paiements internationaux et à ce titre, fort éloignée de la notion de troc (22).

V

L'ACCORD DE COMPENSATION IMPLIQUE ET INSTITUTE UNE SOLIDARITÉ FORCÉE ENTRE EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS

On reproche aux accords de compensation d'entraver la liberté d'action des importateurs (23). Tout importateur doit adresser à l'Office de compensation, à Paris, une demande d'importation en cinq exemplaires, accompagnée de 10 % du montant de la facture. Malgré toute la diligence des services chargés des formalités, un délai de 5 à 6 jours s'écoule avant le retour de l'autorisation. La marchandise arrive parfois dans le port avant la

(21) Malpas, *op. cit.*, p. 613.

(22) Voir : P. Jolly, *op. cit.*, p. 133, et Bataille, *op. cit.*, p. 78.

(23) Rapport G. Daras, *op. cit.*, p. 10.

réception de l'autorisation, ce qui oblige le réceptionnaire à subir des frais de stationnement tout à fait injustifiés. De plus, la réexportation de la marchandise est parfois rendue impossible immédiatement. En effet, si l'autorisation d'importation indique par exemple Marseille, et si le réceptionnaire désire réexpédier sa marchandise en Algérie ou au Maroc, il doit demander le changement du port d'importation, ce qui nécessite de nouveaux délais et peut faire perdre l'occasion d'affaires intéressantes.

Enfin l'importateur français se plaint, après qu'il a payé l'intégralité de sa facture, de ne pouvoir obtenir de son vendeur étranger le montant des différences ou « réfections » qui lui sont dues pour bonifications, différences, manquants de poids, commissions ou frais divers. Le vendeur étranger se retranche derrière la réglementation des changes en vigueur dans son pays, réglementation qui lui interdit toute exportation de capitaux.

Nous devons reconnaître que les importateurs français se passeraient fort bien des formalités qui leur sont imposées du fait des offices de compensation et qui engendrent pour eux des inconvénients dont il ne faut pas exagérer l'importance. Mais, si sérieux que puissent être les dérangements, ils ne sauraient être pris en considération (sinon pour un assouplissement éventuel des méthodes du clearing), s'il est vrai que l'accord de compensation est, par ailleurs, la condition nécessaire du rattachement des créances de notre exportation.

VI

AVANT LA CONSTITUTION DES CLEARINGS,
LES EXPORTATEURS FRANÇAIS OBTENAIENT PLUS FACILEMENT
LE RÈGLEMENT DE LEURS CRÉANCES

Cette critique est tirée de la comparaison des conditions de règlement de nos exportations, avant et après établissement d'une caisse de compensation donnée. Elle est donc fondée sur une constatation de fait.

Des exportateurs et des groupements syndicaux de tout premier ordre assurent qu'avant la constitution d'un clearing déterminé nos maisons réussissaient le rapatriement de leurs avoirs, malgré la réglementation des changes du pays considéré et que c'est l'apparition de la caisse de compensation qui a rendu impossible ces rapatriements.

Des précisions troublantes sont données. Le clearing constituerait donc une solution de paresse, jouant au bénéfice des maisons insuffisamment actives ou mal organisées, au préjudice de celles qui sont plus diligentes. Le régime de la liberté serait donc préférable.

Dans le domaine voisin, mentionnons une information, reçue de source sûre, et d'après laquelle le Chili ayant, il y a quelques mois, admis la licéité des transactions de change sur le marché libre (c'est-à-dire à un cours autre que le cours officiel), mais ayant interdit l'accès dudit marché pour les opérations destinées à régler les achats de produits en provenance de pays ayant un accord de compensation avec le Chili, l'existence de la caisse de compensation franco-chilienne

serait de ce fait devenue nettement contraire aux intérêts de l'exportation française.

S'il est exact que tout exportateur français, *quelle que soit la nature de la marchandise vendue*, pouvait, avant l'institution des caisses, obtenir le rapatriement de ses créances malgré la réglementation des changes, à la condition de faire preuve d'activité et d'initiative, les caisses de compensation doivent être condamnées.

Mais on fait observer, dans un sens exactement contraire aux indications précédentes, que le retard apporté à la conclusion d'un accord de compensation a presque toujours eu, pour conséquence, la constitution d'un important arriéré (un des exemples les plus récents est celui de la Roumanie, où il s'est créé un arriéré de 150 à 200 millions de francs). Il y a donc contradiction absolue entre deux indications de fait également importantes.

La question se pose donc de savoir si les possibilités (relatives) de rapatriement dont jouissaient certaines maisons avant l'institution des clearings étaient dues seulement à l'activité manifestée par ces firmes ou ne s'expliqueraient pas aussi, et principalement, par la nature des produits vendus, c'est-à-dire par le fait que ces marchandises, ne concurrençant pas l'industrie indigène ou étant reconnues nécessaires à l'économie du pays importateur, leurs vendeurs bénéficiaient, dans l'attribution des devises, d'un traitement préférentiel. Pour résoudre ce point, il serait désirable que les syndicats représentant les industries exportatrices de produits fabriqués (ou autres) considérés comme non nécessaires à l'économie des pays réglementés, recherchent auprès des maisons les mieux organisées à l'exportation si celles-

ci ont pu ou non entrer en possession de leurs avoirs sous le régime des réglementations de change avant création des caisses.

*
**

En définitive, parvenus à ce stade de notre étude, nous nous résumerons en observant que les critiques adressées aux caisses de compensation ne sont pas suffisantes pour qu'il soit prudent de conclure, *en se fondant sur elles seules*, à la disparition des caisses. Précisons bien, d'ailleurs, le sens de cette observation comme de ces trop longs chapitres consacrés à l'examen et au rejet de ces critiques.

Cette observation ne tend pas à conclure, dès maintenant au maintien des caisses de préférence à l'adoption d'un des autres systèmes proposés. Elle n'a qu'une portée négative, mais considérable : elle veut éviter de se déterminer pour la suppression des clearings pour des raisons qui ne sont pas pertinentes, en se fondant notamment sur l'insuffisance des résultats qu'ils ont donnés. Erreur dont les conséquences pratiques seraient graves si elles conduisaient à préférer un nouveau système que l'expérience viendrait ensuite à faire juger pire.

Il est possible, en effet, que les caisses de compensation qui sont un mal incontestable, soient un moindre mal. C'est ce qu'il s'agit de rechercher.

Deuxième Partie

Les problèmes fondamentaux à résoudre

La suppression des caisses de compensation laisserait subsister les réglementations de change, avec les risques et les inconvénients qu'elles comportent. C'est donc en fonction de ces risques et de ces inconvénients qu'il y a lieu d'étudier et de comparer les différents systèmes envisagés. Or si, parmi les nombreuses difficultés d'es-pèce, on tente d'aller au fond même du problème posé par le contrôle des devises, on s'aperçoit que tout gravite autour, non pas d'un seul, comme on le croit généralement, mais bien de deux grands problèmes. Il faut :

— Ecarter *les risques de discrimination* que crée la réglementation de change;

— Assurer la *certitude des rentrées à date fixe*.

Un problème de circonstance doit encore être résolu : celui de *l'apurement des arriérés*.

C'est d'après la réponse qu'ils fournissent à ces trois grandes questions que les divers systèmes proposés doivent être appréciés.

CHAPITRE PREMIER

LES RISQUES DE DISCRIMINATION PREMIER PROBLEME FONDAMENTAL

Il faut bien voir qu'une réglementation des changes, en tant qu'elle institue un système d'autorisation de devises accordées par un organisme étranger, jouissant généralement d'une grande liberté d'appréciation, est un moyen de discrimination d'autant plus dangereux qu'il est occulte.

C'est là un aspect de la réglementation des changes qui ne paraît pas avoir été suffisamment aperçu (notamment par une partie des exportateurs qui réclament la suppression des clearings), peut être parce que les caisses de compensation sont assez rapidement intervenues, peut être aussi précisément à cause du silence dans lequel s'opère cette discrimination.

Celle-ci peut se faire : *entre les pays; entre les produits; entre les firmes d'une même spécialité.*

Examinons comment les divers systèmes parent à ces trois risques de discrimination.

I

LES CAISSES DE COMPENSATION ACTUELLES

Il est certain qu'à ce triple danger les caisses de compensation, en leur forme actuelle, remédient de façon à peu près parfaite, sauf dans le cas où à la caisse de compensation se superpose un système d'autorisations préalables d'importation délivrées par l'Etat étranger.

a) Aux dangers d'application de mesures différentielles entre firmes d'une même spécialité, il est paré en prévoyant que les règlements seront faits aux exportateurs d'après leur numéro d'inscription.

En ce qui concerne les risques de discrimination entre produits, les accords de compensation y parent d'une façon certaine. Nous rappellerons l'Ordonnance Générale bulgare de septembre 1934, relative à l'Importation et à l'Exportation, fixant des limites très étroites à l'importation des marchandises étrangères. Les contingents pour l'importation sont fixés à 50 % de l'importation moyenne des années 1930, 1931 et 1932. Aucun contingent régulier n'est accordé pour l'importation de 26 sortes de produits considérés comme des articles de luxe. Cette mesure qui aurait porté préjudice à l'exportation française, n'a pu lui être appliquée car les opérations de compensation avec les pays liés par une convention de clearing avec la Bulgarie sont autorisées d'après les conditions contenues dans ces conventions (article 15 du paragraphe B de la première partie « Importation »).

Nous apercevons ainsi qu'une certaine opposition d'intérêt se dessine entre les diverses branches de l'exportation.

tation française, suivant qu'elles vendent des produits nécessaires ou non, à l'économie du pays réglementé.

Dans la mesure où il serait démontré que, sans clearing, les premières seront toujours rapidement et sûrement payées, et qu'au contraire le clearing est une condition sine qua non de règlement pour les secondes, il appartiendrait aux pouvoirs publics de procéder à un arbitrage par cas d'espèce, c'est-à-dire de décider le maintien ou la suppression de chaque caisse, en tenant compte notamment de l'importance des ventes réalisées dans chacun des pays sous examen, par chaque groupe de produits. Ils devraient encore, pour cet arbitrage, tenir compte de l'importance que représente l'exportation pour les industries des deux groupes et aussi du fait que le système de clearing peut gêner, mais n'interdit pas le rapatriement des créances pour les exportations du premier groupe.

b) Quant au troisième risque de discrimination, celle qui serait pratiquée au préjudice d'un pays tout entier au bénéfice des nations concurrentes, il y est remédié par le jeu du principe même du clearing, c'est-à-dire par l'affectation au règlement des exportations de tout ou partie du produit des importations : l'Etat qui contracte sur la base de la compensation avec un pays à change réglementé ne bénéficiera pas (normalement) de plus de devises que n'en créeront ses propres achats, mais il sera sûr (sous réserve de fraudes à l'importation), de bénéficier de celles-là.

Encore la garantie de ce minimum est-elle assortie d'une sorte de sûreté réelle, par le fait que ledit Etat a une prise directe sur les imports.

II

CE TRIPLE RÉSULTAT

EST-IL ATTEINT SOUS LES AUTRES RÉGIMES ?

Les caisses de compensation modifiées procureraient évidemment les mêmes avantages.

On sait que deux autres systèmes sont proposés :

1° L'absence de toute convention quelconque entre les deux Etats, c'est-à-dire le retour à l'entière liberté;

2° La conclusion d'un « accord de change » par lequel l'Etat étranger s'engagerait simplement à délivrer un certain contingent de devises, sans que l'Etat co-contratant intervienne par une action sur les importations.

a) Il va de soi que dans le premier système, aucune protection ne subsiste.

Or, si l'on considère que l'exportation française est, pour une part très importante, composée de produits de luxe ou tout au moins de qualité, le danger pour l'économie générale de notre pays est apparent.

On sera peut être, il est vrai, tenté d'observer qu'un Etat a, toujours et singulièrement, en temps de crise, le droit de se protéger contre les importations jugées indésirables, que dès lors les risques de discrimination au moins entre les catégories de produits ne peuvent être évités, que dès lors encore il n'y a pas lieu, pour comparer les différents systèmes, de tenir compte de la protection assurée ou non contre ces risques.

Mais si le droit souverain de prohiber ou de restreindre l'entrée de certaines marchandises peut d'autant moins être refusé aux Etats à change réglementé que presque tous les autres pays l'ont exercé, il faut bien voir

que la forme dans laquelle cette interdiction ou cette restriction des importations sont obtenues présente une importance de fait considérable : le contrôle des ventes étrangères au moyen des droits de douane ou des contingents, porte incontestablement atteinte au commerce international. Du moins, il est apparent, il permet des négociations, il est, au surplus, généralement appliqué à tous les pays, soit suivant l'importance de leurs ventes antérieures, soit en fonction de leurs achats. La protection par la réglementation des changes est, au contraire, occulte, donc extrêmement dangereuse.

b) Avec l' « accord de change », par contre, on peut organiser une protection, peut-être moins complète que par l'accord de compensation, assez satisfaisante néanmoins.

Il est vrai que la sûreté réelle qui résulte de la prise directe de l'Etat co-contractant sur les importations en provenance du pays réglementé disparaît, et un récent passé ne permet pas de faire confiance entière aux simples engagements de transfert signés par certains Etats.

De même, le contrôle de l'exécution de ces engagements ne sera pas toujours aisé.

Néanmoins, par l'obligation que souscrit l'Etat étranger de réserver un certain contingent de devises, et si l'Etat co-contractant obtient (comme c'est généralement le cas), que ce contingent soit fixé au prorata de ses achats, la collectivité des exportateurs se trouve protégée contre le risque de discrimination au bénéfice de la concurrence étrangère, à la condition supplémentaire, toutefois (rarement stipulée jusqu'ici, à notre connaissance), que les mêmes règles et pourcentages soient

observés par l'Etat étranger dans l'attribution des devises aux pays concurrents.

D'autre part, il ne devrait pas être impossible de faire admettre par l'Etat étranger le principe de la distribution des devises (dans les limites du contingent global), suivant le numéro d'inscription des créanciers, tels que connus par enregistrement à l'Institution d'Emission étrangère. Par là, un traitement différentiel entre maisons d'une même spécialité ou entre produits serait évité.

CHAPITRE II

LA CERTITUDE DES RENTREES A DATE FIXE DEUXIEME PROBLEME FONDAMENTAL

La certitude des rentrées à date fixe est un objectif essentiel à atteindre. Il est inutile d'insister sur le caractère d'impérieuse nécessité que présente pour le commerce la certitude de ses rentrées à échéance déterminée : cette certitude est la condition *sine qua non* de l'activité industrielle et commerciale. Si cette certitude était acquise ou proche de l'être, la mobilisation des récépissés serait aisée. Enfin, dans la même hypothèse, les résistances que manifeste le Ministère des Finances à s'associer largement à une opération d'assainissement sur les arriérés, s'atténueraient probablement.

Les différents systèmes permettent-ils d'atteindre cet objectif, la réglementation des changes étant, bien entendu, supposée maintenue ? Cette question est capitale.

Considérons d'abord les deux systèmes extrêmes : les caisses de compensation actuelles, et le régime de liberté complète (c'est-à-dire la suppression pure et simple des clearings).

Dans le premier cas, l'incertitude est considérable, en

raison de l'engorgement progressif des caisses et de l'allongement des délais effectifs de transfert.

Dans la seconde hypothèse, les exportateurs fournissant des produits jugés désirables seront à peu près assurés de recevoir des devises dans les délais convenus; les exportateurs d'autres marchandises seront à peu près assurés de n'en pas recevoir, le cas d'exceptionnelle « habileté » d'un représentant étant réservé.

Restent donc le système de la « caisse de compensation modifiée » et celui de « l'accord de change ». Le choix est ici beaucoup plus malaisé. Il suppose une étude minutieuse et particulièrement attentive.

Peut-on par des modifications appropriées du statut des caisses de compensation, assurer à l'exportateur la régularité de ses rentrées à échéance déterminée ?

Les données du problème sont tout à fait différentes, suivant que l'on considère le clearing officiel ou la compensation privée.

Considérons tout d'abord le cas du clearing officiel :

Il est évident que les exportateurs français ne peuvent être effectivement réglés de leurs exportations sur un pays à clearing que si les importations en France sont supérieures, ou, dans les meilleurs cas, au moins égales à nos exports. Il est curieux de constater que si cette évidence n'a pas été méconnue au moment de l'institution des premiers clearings, certaines conséquences pratiques essentielles n'ont pas été tirées.

En particulier, les préoccupations initiales sont allées

seulement vers l'organisation du mécanisme, permettant la prise directe de la France sur les imports étrangers, mais on a omis de créer un organe, cependant indispensable, qui contrôle et garantisse cet ajustement nécessaire des imports disponibles et des exports.

En d'autres termes, pour réaliser l'équilibre du clearing, et par là la rentrée régulière des fonds, il y a deux et non pas un seul problème à résoudre :

1° Un problème d'alimentation rationnelle du clearing dans les deux sens (import et export);

2° Un problème de contrôle de la balance commerciale.

Par ailleurs, si l'on note que même en supposant résolus ces deux problèmes et, par conséquent, les débits et les crédits de la caisse équilibrée sur une période de temps convenue, il y aura nécessairement, pendant le cours de cette période, un certain décalage entre les rentrées et les sorties, un troisième problème doit recevoir sa solution si l'on veut assurer de façon parfaite à nos exportateurs la certitude des recouvrements à date fixe : celui de la mobilisation des avoirs inscrits.

Les trois problèmes ainsi définis dans leur contour et présentés dans leur enchaînement, nous allons considérer dans les chapitres suivants les solutions qui peuvent y être données en système de clearing officiel.

CHAPITRE III

LE PROBLEME DE L'ALIMENTATION RATIONNELLE DU CLEARING DANS LES DEUX SENS (IMPORTS ET EXPORTS)

Nous avons essayé de démontrer dans la première partie de ce travail que l'engorgement des clearings ne tient pas, comme on le soutient dans de nombreux milieux, au principe même du clearing : conclusion négative, mais importante. L'engorgement progressif des caisses n'en est pas moins un fait constant.

Quelles sont donc les causes de cet engorgement ? Trouver celles-ci, c'est résoudre le problème posé de l'alimentation des caisses.

Or, cet engorgement est dû, à notre sens, partie à des causes qui, pour n'être pas inhérentes au principe même du clearing, tiennent cependant aux modalités de fonctionnement adoptées, partie à une cause complètement étrangère aux caisses.

Ces diverses causes sont : 1° le taux du change retenu dans les accords de compensation; 2° les fraudes commises à l'importation en France; 3° les contingents français.

PREMIÈRE SECTION
LE TAUX DE CHANGE RETENU DANS LES ACCORDS

Tous les accords de compensation stipulent que les versements des débiteurs doivent être effectués en monnaie nationale. Comme la facture est toujours libellée dans la monnaie du vendeur (1) « l'acheteur est tenu de verser le montant de sa dette dans sa monnaie nationale en effectuant la conversion d'après les règles fixées dans les conventions de clearing ». Pour ce faire, plusieurs systèmes différents peuvent être employés. Le taux du change peut être la parité or légale, le « cours officiel » des changes, le cours moyen du jour à une bourse déterminée ou à un taux conventionnellement arrêté. D'autres combinaisons peuvent encore être envisagées. On peut néanmoins classer tous ces systèmes en deux groupes déterminés, à savoir : ceux qui ne tiennent pas compte de la valeur réelle de la monnaie du pays à réglementation des changes, et ceux qui sont basés sur cette valeur.

Deux problèmes se posent, à savoir :

- a) Quel doit être le taux de change à adopter;
- b) Qui doit supporter les risques de change ?

a) *Quel taux de change doit-on adopter dans un accord de compensation ?*

Pour répondre à cette question, il nous suffit d'envisager quelles ont été les conséquences de l'adoption d'un taux de change appartenant au premier des deux groupes précités.

Le raisonnement démontre et l'expérience confirme

(1) S. D. N., *op. cit.*, p. 33.

que l'adoption d'un cours de change officiel trop élevé. provoque nécessairement deux phénomènes inverses, qui concourent tous deux à l'engorgement du clearing, savoir : 1° le renchérissement des produits des pays à monnaie faible vendus dans les pays à monnaie forte, donc *le ralentissement de ces importations*; 2° le freinage à la hausse des prix des pays à monnaie forte, donc *le forçement relatif des exportations de ces pays*.

Les exemples abondent. C'est ainsi qu'à un moment donné, le cours officiel appliqué par la Banque Nationale de Yougoslavie est de 100 francs = 290 dinars alors que le cours réel est voisin de 100 frs = 310 dinars. Les exportateurs yougoslaves ne peuvent vendre leurs produits à 100 francs s'ils ne doivent recevoir que 290 dinars par le clearing officiel, alors que pour l'établissement de leurs prix de revient, ils doivent tabler sur une valeur réelle du dinar qui voisine 110 francs = 310 dinars. Ils seront alors portés à demander 310 dinars pour 100 francs et l'importateur français sera gêné, à son tour, car, au lieu de verser 100 francs pour 310, il devra en verser 107 environ.

L'Office franco-hongrois présente le même phénomène, par suite de la différence de valeur existant entre le pengœ-or et le pengœ-papier. Ainsi les importations hongroises en France sont passées de 88 millions en 1932, année de la conclusion du premier accord à 43 millions en 1934, alors que les exportations françaises en Hongrie ne baissaient, pendant le même temps, que de 33 millions à 28 millions.

Un exemple typique, le plus caractéristique à notre avis et qui illustre sans contestation possible cette influence néfaste d'un taux de change trop élevé, est

l'exemple de l'accord de compensation austro-italien du 10 janvier 1932. En 1931, le commerce de l'Autriche avec l'Italie avait été assez important. Les exportations autrichiennes en Italie s'étaient élevées à 114.6 millions de schillings et les importations n'avaient été que de 94.7 millions de schillings. Le taux de change adopté par le nouvel accord de compensation était la parité légale, alors que la dépréciation du schilling était déjà un fait accompli.

Les Autrichiens escomptaient un excédent d'exportation très élevé; 30 % de cet excédent devait être employé au remboursement des créances italiennes provenant d'affaires commerciales antérieures. Ces dettes payées, 30 % du produit d'exportation autrichienne devaient être mis en Lires à la disposition de la Banque Nationale d'Autriche (2). Il était donc prévu que les exigences des exportateurs autrichiens dépasseraient de beaucoup les engagements des importateurs. Le facteur monétaire devait déjouer ces prévisions. L'industrie autrichienne produisait à grands frais, par suite de ces charges énormes et du coût élevé de la vie. Il lui était donc impossible de soutenir la concurrence étrangère sur le marché italien, en abandonnant la prime à l'exportation que constituait la dépréciation du schilling. C'est pourquoi ont vit rapidement décroître l'exportation autrichienne, la place de l'Autriche étant prise par des pays beaucoup moins bien situés vis-à-vis de l'Italie. C'est ainsi qu'on a pu voir l'Italie faire venir ses bois de Norvège, qui, malgré les frais de transport élevés, lui revenaient moins chers que les produits autrichiens.

Le 10 avril 1932, devant ces conséquences néfastes, l'ac-

(2) Leser, *La Crise du Schilling Autrichien*, Paris 1935, p. 150.

cord était dénoncé par le gouvernement autrichien après trois mois d'existence. Il fallut liquider les sommes accumulées au compte de la Banque Nationale et qui s'élevaient à 20 millions de schillings sans que l'office de clearings italien en possédât l'équivalent. (3) Il convient de remarquer que cette défaillance du clearing austro-italien est dû également aux fraudes des commerçants (exportateurs autrichiens et importateurs italiens) désireux d'échapper aux conséquences du taux de change trop élevé.

Des résultats identiques se sont produits à la suite de l'accord austro-suisse signé le 10 décembre 1931. Quelques semaines après cette date le montant des versements au compte de clearing autrichien dépassait 40 fois celui effectué sur le compte suisse (4) !

Les exportateurs autrichiens avaient passée outre aux prescriptions du clearing officiel pour éviter les circonstances particulièrement accablantes résultant du disagio du schilling. Cela leur était d'autant plus facile qu'au début, il n'existait aucune obligation de paiement au compte de clearing de la Banque Nationale Suisse, pour les importations venant d'Autriche. Ce n'est que devant ces conséquences désastreuses que le Conseil fédéral suisse décréta (5) l'obligation pour toute personne ou entreprise qui avait importé des marchandises de l'Autriche de verser le montant du paiement au compte de clearing de la Banque Nationale suisse ». De plus, toutes les sommes déposées dans les établissements bancaires suisses et dont les titulaires étaient autrichiens, durent

(3) M. Leser, *op. cit.*, p. 152.

(4) M. Leser, *op. cit.*, p. 156.

(5) M. Leser, *op. cit.*, p. 156.

être virées au compte du clearing, dans la mesure où elle représentait la valeur d'exportations autrichiennes. Les difficultés de paiement s'accroissant de jour en jour, le Gouvernement autrichien dénonça l'accord de compensation le 10 avril 1932.

D'autre part, M. Leser, dans son excellente étude sur la crise du schilling autrichien que nous venons d'utiliser amplement pour les exemples précités, nous montre la marche favorable du clearing austro-hongrois pour la seule raison que la dépréciation des monnaies hongroises et autrichiennes étaient à peu près équivalente. Le règlement, au cours officiel des comptes de ces deux pays, ne constituait une perte ni pour l'une, ni pour l'autre partie. L'intérêt du clearing officiel établi le 15 décembre 1931 était donc très restreint; c'est pourquoi la Banque Nationale d'Autriche admettait la possibilité du clearing privé dans tous les cas où, par suite de la conclusion des affaires mutuelles, une compensation de comptes était possible (6).

Il est donc incontestable qu'un taux de change trop élevé paralyse les exportations des pays à monnaie faible vers les pays à monnaie forte. Ce résultat est confirmé par les statistiques de la S. D. N. dans la mesure où elles peuvent être utilisées, comme nous l'avons indiqué précédemment (6 *bis*).

Un taux de change élevé produit également un forçement relatif des exportations du pays à monnaie forte. Ce deuxième phénomène ressort nettement du tableau

(6) M. Leser, *op. cit.*, p. 161.

(6 *bis*) S'il est permis à l'auteur du présent ouvrage de citer un souvenir personnel, il dira que le début de 1932, au cours de conversations qu'il eut avec les services de la Banque Nationale d'Autriche, ceux-ci ne tardèrent pas à reconnaître que la même erreur était à l'origine de l'engorgement du premier clearing franco-autrichien.

des variations de nos exportations 1931-1934, que nous publions plus haut. Ce tableau fait bien apparaître que la similitude ou la divergence des mouvements de nos experts vers les différents groupes de pays sont déterminés non par le fait qu'il existe ou qu'il n'existe *pas de caisse, mais par la mobilité ou la rigidité des cours de transfert*. Il paraît donc bien que le choix d'un cours officiel fixe dans les accords de compensation est une des causes importantes de l'engorgement des clearings et par suite, une réforme des accords sur ce point faciliterait l'alimentation rationnelle des caisses.

C'est donc, à notre avis, une erreur grave que d'affirmer, comme le fait M. Robert Laly (7) qui suit l'opinion du rapport de la S. D. N. que les causes de l'engorgement des clearings sont « inhérentes au principe même de la compensation », puisque le clearing tend à renverser les balances commerciales pour les rendre actives en faveur des monnaies stables.

C'est accuser injustement la machine d'impuissance, sans vouloir considérer l'imperfection d'un de ses rouages essentiels.

Remarquons qu'il existe un palliatif au système du taux de change trop élevé : c'est le système des primes à l'exportation. Afin de favoriser les exportations de son pays, le gouvernement roumain par exemple a institué (en juin 1935), un système de primes. Les exportateurs de produits roumains bénéficieront à partir du 11 juin 1935, de primes qui seront payées par la Banque Nationale de Roumanie, en même temps que

(7) *Les Offices de compensation et le commerce international*, Paris 1935, p. 66.

Erreur que nous comprenons d'autant moins que M. Laly a parfaitement exposé les conséquences d'un taux de change trop élevé (pp. 41 et ss.).

la valeur des devises résultant de l'exportation des marchandises. Les primes varient de 10 à 40 % suivant la nature des articles. Pour couvrir les primes payées aux exportateurs, la Banque nationale de Roumanie encaisse auprès des exportateurs, lors de l'attribution des devises dont ils ont besoins, une prime d'importation de 44 %.

Cette réduction des taux de change officiel peut soulever quelques objections.

Il pourrait paraître à première vue, paradoxal, de préconiser une mesure, la réduction du taux de change officiel qui doit entraîner une élévation des prix français traduits en monnaie étrangère. A quoi il suffira de répondre qu'une exportation non suivie de transfert n'est plus une exportation, mais une opération qui s'apparente à une libéralité.

Nous ne pensons pas davantage que la modification proposée porte atteinte à la doctrine de l'étalon-or dont la France est l'un des principaux défenseurs.

Enfin — troisième objection — on observera peut être que la fiction du change officiel s'explique par des raisons de psychologie monétaire : dans les pays qui ont connu pour la plupart des troubles monétaires profonds, il y a moins de 20 ans, la consécration au tableau des changes de la dépréciation de la monnaie provoquerait un mouvement de panique susceptible d'entraîner la monnaie au-dessous de sa valeur réelle telle que définie par les éléments proprement économiques.

Une réponse satisfaisante sera faite à cette préoccupation en citant la solution pratique adoptée dans le second accord franco-autrichien, lequel prévoyait la détermination quotidienne contradictoirement faite à la Ban-

que Nationale d'Autriche avec le concours de « Gire und Cassen Verein » de la valeur d'échange du schilling et du franc, mais sans que la cotation officielle du schilling soit changée.

L'influence de la détermination du taux de change sur les échanges des pays ayant conclu des accords de clearing nous amène à la considération des risques de change.

b) *Les risques de change.*

Selon que l'exportateur du pays à monnaie forte devra assumer ou non les risques de change, il sera enclin à augmenter ou à restreindre ses envois en pays étranger. D'après l'opinion de la majorité des auteurs, les risques de change doivent être supportés par l'Etat qui dévalue sa monnaie. Lorsque la dévaluation se produit, les compensations privées se multiplient favorisées par les pays intéressés qui voient en elles le moyen de résister à l'accroissement de leurs charges (8).

Les ressources de l'Office français diminuent et les risques de change apparaissent sous forme d'un arriéré, qui augmente de jour en jour. Tant que l'accord de compensation subsiste, l'exportateur français n'a qu'une perte d'intérêts à assumer, provenant du retard des paiements. Et lorsque l'accord est dénoncé, la garantie de change intervient. Elle est stipulée dans la plupart des accords passés par la France. Elle consiste dans le blocage des soldes non compensés, en un seul compte or, calculé à un cours fixé suivant les conventions. Les risques de change sont donc assumés, en fait, par les banques centrales étrangères, qui peuvent d'ailleurs les re-

(8) Lachaze, *op. cit.*, p. 82.

porter sur leurs nationaux. Ils n'ont donc qu'une influence insignifiante sur le fonctionnement des offices de compensation. Il n'en est pas de même des fraudes commises à l'importation.

DEUXIÈME SECTION

LES FRAUDES COMMISES A L'IMPORTATION

Pour se soustraire aux formalités auxquelles le clearing les assujettit, plus encore pour éviter l'handicap de prix qui résulte pour eux, nous venons de le démontrer, de l'application du cours officiel retenu dans les accords, les exportateurs étrangers ont tendance à soustraire au clearing leurs ventes en France et, ce, par plusieurs procédés.

1° Lorsque les conditions géographiques s'y prêtent (et c'était le cas pour certains pays de l'Europe méridionale en raison de la proximité de l'Italie lorsque la réglementation italienne des devises était inexistante ou très libérale), les exportateurs étrangers effectuent leurs ventes en France par l'intermédiaire d'un pays tiers n'ayant pas de réglementation de change et n'ayant pas conclu d'accord de compensation avec leur propre pays.

2° Le moyen de la double facture est également utilisé. L'exportateurs étranger établit une facture pour une valeur fictive inférieure à la valeur réelle des marchandises. La différence entre la valeur réelle et la valeur fictive est déposée par l'acheteur, dans une banque de son pays, pour le compte du vendeur.

3° Le vendeur peut accorder un très long délai de

paiement dans l'espoir de temps meilleurs où toute réglementation aura disparu.

4° L'exportateur étranger établit une filiale dans le pays importateur, filiale qui vend les marchandises pour son compte et qui n'a rien à verser au clearing officiel.

La plupart des accord récents ont essayé de parer à ces diverses éventualités d'évasion du clearing. C'est ainsi que la Suisse fixe certains délais de paiement pour obvier au danger des trop longs délais accordés par le vendeur étranger. L'Italie a stipulé que le délai de paiement ne pourra pas dépasser les termes usuels.

De même, on exige de l'importateur un certificat émanant des chambres de commerce ou d'organismes analogues pour prouver que le prix facturé est bien le prix réel (9). L'emploi de la double facture est rendu par là impossible ou difficile.

Enfin, dans le cas de création de succursales établies dans le pays importateur, ce dernier peut exiger le versement à la caisse de compensation du montant des ventes au fur et à mesure qu'elles se produisent.

Remarquons que les fraudes sont, en général, favorisées par les acheteurs qui sont déchargés ainsi des formalités à réaliser pour régler leur dette à la caisse de compensation. Il en résulte une diminution difficile à déterminer exactement, mais probablement importante de la matière à compensation, mais on peut penser que la modification du cours du change mettrait presque complètement fin à ces pratiques en leur étant leur principal attrait.

(9) S. D. N., *op. cit.*, p. 45.

TROISIÈME SECTION LES CONTINGENTS FRANÇAIS

La majorité des pays avec lesquels la France a signé des accords de compensation, sont des pays à économie agricole; or, depuis trois ans, la sévérité des contingents agricoles français est fortement accentuée. Il en est résulté une gêne considérable pour les exportations en France des pays à clearing. Nous nous bornerons à prendre deux exemples : celui du clearing franco-turc créé le 27 juillet 1933; celui de l'Office franco-roumain des paiement commerciaux institué le 11 août 1934.

a) *Le clearing franco-turc.*

Moins d'un an après le début du fonctionnement du clearing franco-turc, les créances commerciales françaises commencent à s'accumuler. Certains estiment que ce blocage provient des devises libres (30 % des disponibilités) mises à la disposition de la Banque Centrale de la République turque. Le gouvernement turc réfute cette opinion dans une note adressée par son ministre de l'Economie Nationale au ministre des Affaires Etrangères de France, qui établit que le fait du blocage des créances françaises provient uniquement de l'augmentation des importations françaises en Turquie et de la diminution des exportations turques en France. Quatre causes sont venues mettre le clearing en difficulté.

1° *La France ne s'est pas conformée entièrement aux stipulations du modus vivendi commercial conclu en même temps que l'accord de compensation, le 27 juillet 1933.* La France devait acheter pour 3 millions de francs

de tabac. En novembre 34, cet achat n'ayant pas été effectué, les exportations turques accusaient de ce fait une moins value de 250.000 livres turques.

En ce qui concerne les œufs et suivant le modus, la part de contingent réservée à la Turquie devait être égale à 8,3 % des importations totales de la France. Or, pour le quatrième trimestre de 1933, la part de contingents a été calculée après déduction sur le contingent total, des parts affectées aux pays danubiens. Il en est résulté, pour les exportations turques, une moins value de 7.163 livres turques (10).

En ce que concerne le son, la France devait accorder une part de contingent, s'élevant à 14 % des importations totales, y compris les quantités importées par le système d'entrée provisoire. Or la répartition a été faite sur le chiffre des importations directes, d'où une moins-value de 77.087 livres turques (11).

En ce qui concerne l'orge, 3.925 quintaux supplémentaires auraient dû être exportés, soit une moins-value des exportations turques de 10.597 livres turques.

(10) Le contingent total était de 9.000 quintaux. 2.500 quintaux ont été affectés aux puissances danubiennes par la Conférence de Stresa; la répartition entre les autres pays a été faite sur les 6.500 quintaux restants. Les 8,3 %, revenant à la Turquie, représentent 540 quintaux. Un décret du 28 septembre ayant majoré de 33 % les contingents de certains articles, il a été finalement attribué 718 quintaux pour le dernier trimestre de 1933. Mais comme les 8,3 % auraient dû être calculés sur 9.000 quintaux, la Turquie devait avoir 747 quintaux. En tenant compte de la majoration précitée de 33 %, ce chiffre devait passer à 993,5 quintaux. La moins-value est donc de $993,5 - 718 = 275,5$ quintaux qui, au prix de Ltqs 26 le quintal (moyenne des prix en 1933) représentent une valeur de 7.163 livres turques.

(11) Importations totales : 187.500 quintaux; importations directes : 7.500 quintaux.

Part revenant à la Turquie : 14 % de 7.500, soit 1.050 quintaux augmentés de la majoration de 33 %, soit 1.936 quintaux.

Si on avait pris pour base le chiffre de 187.500, la part qui aurait dû revenir à la Turquie, y compris les 33 %, aurait été de 34.912,5 quintaux. La différence à son détriment est donc de 33.516,5 quintaux qui représentent, au prix moyen, 77.087 livres turques.

Le même phénomène s'est produit pour le maïs dont les exportateurs ont présenté une moins-value de 60.000 livres turques (12).

En définitive, si la France s'était conformée au *modus vivendi*, les importations turques auraient été supérieures de 425.134 livres turques.

2° *Après l'adoption du modus, la France a soumis au contingentement certains articles d'exportations turcs.* Les légumes secs, les peaux de mouton et d'agneau, l'huile d'olive, les graines oléagineuses, ont été les principaux articles qui ont été soumis au contingentement par la France, après l'adoption du *modus vivendi*. En admettant que les contingents accordés l'aient été conformément aux dispositions prévues ce qui n'est pas, la diminution des exportations turques est considérable si on les compare à ce qu'elles étaient pendant les années normales. En prenant 1930 comme base de comparaison pour les œufs, on constate une diminution des exportations s'élevant à 71.000 7.5 quintaux d'une valeur de 1.846,195 livres turques.

La diminution de la vente des légumes secs est estimée à 99.573 quintaux en 1934 en prenant les chiffres de 1933 comme base de comparaison. La diminution des ventes de son envisagées pendant le dernier trimestre de 1933 et les trois premiers trimestres de 1934 s'élève à 295.287.5 quintaux par rapport aux chiffres de 1931; ces 295.287 quintaux représentent une valeur de 679.161 livres turques.

(12) Suivant le *modus*, le contingent accordé devait être de 50.000 quintaux par semestre. Aucun contingent n'a été accordé pour le dernier trimestre de 1933, d'où une différence de 25.000 quintaux représentant, au prix moyen, de Ltqs 2.4 le quintal, une somme de 60.000 Ltqs.

La baisse est du même ordre de grandeur pour les peaux (chevreau, agneau, mouton, chèvre) dont les exportations passent de 4.746 quintaux en 1930 aux 276 quintaux annuels prévus par le *modus vivendi*.

3° *Certains produits turcs consolidés ont été déconsolidés.* C'est ainsi que l'huile d'olive et les graines oléagineuses ont été déconsolidées dès l'entrée en vigueur du *modus vivendi* (13). Le 1^{er} juin, la franchise douanière dont jouissaient les peaux de lièvre et fourrures a été abrogée à partir du 15 juin 1934.

4° *La France a posé des conditions spéciales concernant les qualités de certains produits d'importation.* On a posé, par exemple, comme conditions que l'alpiste à importer en France doit passer au crible n° 2. 5, alors que l'alpiste récolté en Turquie ne peut passer qu'au crible n° 2.

Enfin par suite de l'établissement en France de diverses taxes, telles que « taxes sur licences d'importation, taxes d'entrepôt... » le développement des exportations turques se trouve considérablement gêné.

Le Ministre de l'Economie Nationale turc estime globalement à 3.900.000 livres turques, la diminution des exportations de ses ressortissants, en France.

Fin août 1934, les montants versés à la Banque Centrale de la République Turque en contrevaletur des marchandises importées de France étaient de 77.703.000 frs, alors qu'à la même date, le total des montants versés à

(13) Quantités de graines oléagineuses exportées d'août 32, à juillet 33 : 142.807 kgs.

Quantités de graines oléagineuses exportées d'août 33 à juillet 34 : 26.831 kgs.

Quantités d'huile d'olive exportées d'août 32 à juillet 33 : 471.958 kgs.

Quantités d'huile d'olive exportées d'août 33 à juillet 34 : 28.654 kgs.

l'Office de compensation français pour le compte de la susdite banque, ne s'élevait, y compris les 30 %, qu'à 44.091.000 francs.

Les créances bloquées sont évaluées, fin 1934, à 60 millions de francs (14). Le 12 mars 1935, les exportateurs français représentés par l'Association Nationale d'Expansion Economiques et par l'Association des Porteurs de Créances Commerciales Françaises sur l'étranger demandent au Ministère du Commerce :

1° L'application de la loi de 1928 sur l'assurance crédit;

2° Que les manquements reprochés par la Turquie à la France, en particulier en ce qui concerne les achats de tabacs par la Régie Française et portant sur 4 millions de francs, disparaissent;

3° L'attribution de contingents exceptionnels de liquidation;

4° Que le paiement des fournitures faites à certaines Administrations turques notamment pour les besoins de la Défense Nationale, ne soit pas inscrit au clearing, l'importance de ces fournitures étant susceptibles de provoquer un engorgement dangereux;

• 5° Que le Gouvernement Turc soit invité de la façon la plus pressante à renoncer à la part de 30 % des importations turques en France, laissée à sa disposition.

Nous verrons plus loin que le Gouvernement français ne devait satisfaire qu'une partie de ces desiderata.

b) L'Office franco-roumain.

Le clearing franco-roumain aurait dû être facilement

(14) Au 30 septembre 1935, elles sont de l'ordre de 98 millions.

équilibré puisque les importations roumaines en France dépassent de beaucoup les exportations françaises en Roumanie. Il n'en a rien été par suite de l'organisation même du clearing et de la politique des contingentements adoptés par la France en 1934.

On constate, en effet, au cours de 1934, une diminution des importations françaises de produits roumaines et une augmentation de nos expéditions sur la Roumanie. Nos achats dans ce pays tombent de 358.000.000 francs en 1933 à 246.776.000 francs en 1934. Les diminutions portent dans une proportion extrêmement importante sur les céréales (15). Cette régression des importations françaises de produits roumaines peut donc être imputée à la politique du contingentement adoptée par le Gouvernement français. Cette régression ne suffit pas à elle seule à expliquer le déséquilibre du clearing puisque les exportations françaises en Roumanie n'atteignent que 167.109.000 francs en 1934; on doit aussi incriminer le pourcentage de 40 % de la contrevaleur de nos importations de produits roumaines laissé à la libre disposition de la Banque Nationale de Roumanie pour lui permettre d'effectuer le service des intérêts de ses emprunts en Franc. Si l'on se base sur les chiffres de l'année 1934 en déduisant de nos importations roumaines 40 %, il ne reste plus que 149 millions, chiffre insuffisant pour régler nos exportations en Roumanie.

Cette situation défavorable s'est trouvée aggravée du fait que le produit de nos achats de pétrole en Roumanie qui a atteint en 1934 la somme de 159.231.000 francs a été exclu de la compensation.

(15) Légumes secs, graines et fruits oléagineux dont les importations tombent de 59 millions à 18 millions.

En ce qui concerne les créances arriérées, à la date du 20 avril 35, une somme de 19.123.029 francs a été, depuis la mise en vigueur de l'accord, répartie au marc le franc entre leurs titulaires. Cette somme correspondant à 19.63 % des créances arriérées venues à échéances entre le 1^{er} janvier et le 20 août 34 et à 10.54 % des créances antérieures au 1^{er} janvier 34, le montant global des arriérés étant évalué à 125 millions de francs. Au début de 1935, ce chiffre avait presque doublé (16).

Afin de remédier à cette situation, les exportateurs français présentent, le 12 mars 1935, au Ministère du Commerce, les solutions suivantes. Ils demandent :

a) Qu'il soit remédié au défaut de publicité des opérations du clearing; qu'un contrôle soit exercé sur les conditions dans lesquelles la Banque de Roumanie procède à la distribution des récépissés et que l'ordre chronologique des inscriptions soit respecté;

b) Que disparaisse le refus, par la Banque de Roumanie, d'accepter l'intégralité des fonds offerts par les débiteurs roumains, et corrélativement de délivrer les récépissés y afférents;

c) Que la part réservée aux exportateurs français dans le produit des importations roumaines en France soit portée de 60 à 80 %;

d) Que les formalités qui accompagnent la délivrance de sautorisations d'importation soient simplifiées et que ces autorisations soient délivrées plus rapidement;

e) Que dans l'octroi des licences, le Gouvernement roumain évite de procéder à des discriminations au détriment, soit de certaines maisons, soit de certaines catégories de produits;

(16) *Journée Industrielle*, 22 mai 35.

f) Que soit instituée une Commission de Contrôle où serait présent un délégué des intérêts français.

En définitive, l'application en France d'une politique plus libérale en matière de contingents agricoles et la modification du taux de change retenu dans les accords de compensation tendraient par une alimentation plus rationnelle des clearings, c'est-à-dire par une restriction naturelle de nos exports et un développement raisonnable de nos achats à assurer l'équilibre des caisses.

CHAPITRE IV

LE PROBLEME DU CONTROLE DE LA BALANCE COMMERCIALE

Réduire le taux de change, faire disparaître les fraudes commises à l'importation, pratiquer une politique des contingentements plus libérale, sont des mesures qui amélioreraient considérablement la situation des clearings, mais néanmoins il n'y aurait là qu'une tendance vers l'équilibre. Il est indispensable de prévoir un système qui permette le contrôle de cet équilibre et sa réalisation dans le cas où un décalage commencerait d'apparaître.

Les mouvements de l'import et de l'export sont normalement indépendants. Le problème consiste à les rendre solidaires. Est-ce possible ?

Est-ce désirable ?

L'établissement d'une relation fonctionnelle entre les deux mouvements des marchandises est réalisable : les procédés sont même nombreux. Ils peuvent se ramener à deux types : *a)* action sur les imports; *b)* action sur les exports.

ACTION SUR LES IMPORTS

Au point de vue des relations internationales, l'action sur les imports est évidemment préférable à la limitation des exportations. L'enquête de la Société des Nations, généralement hostile à l'institution des clearings, constate cependant (1) « que les accords de clearing ont ouvert une brèche dans la barrière des mesures protectionnistes que tous les Etats opposent à l'importation des produits étrangers; notamment les Etats à monnaie saine à l'égard des pays à monnaie contrôlée ou dépréciée, car on a compris que la diminution des importations en provenance de ces pays faisait disparaître le déficit commercial nécessaire pour rendre le clearing opérant. En d'autres termes, on a compris que les pays débiteurs ne peuvent s'acquitter de leurs dettes qu'en les payant par des marchandises ou des services ».

Actuellement, les pays créanciers font des efforts pour encourager les importations provenant des pays débiteurs, en leur accordant des contingents plus élevés. D'autre part, des contingents exceptionnels peuvent être accordés plus spécialement pour l'apurement du déficit constaté à une époque déterminée.

Remarquons qu'il ne suffit pas qu'un contingentement exceptionnel soit accordé, il faut qu'il puisse être utilisé et non annihilé par des droits de douane excessifs. C'est ainsi que la France avait accordé à la Grèce, en 1934, un contingent exceptionnel de 360.000 hectolitres de vin,

(1) S. D. N., *op. cit.*, p. 48.

contingent illusoire qui ne put être utilisé car les droits de douane (84 francs par hl.) et les frais (21 francs par hl.), étaient supérieurs à la valeur de ces vins en France (2).

Enfin, en ce qui concerne notre pays, si désirable que soit l'application de cette formule, en l'état actuel de notre économie rurale et compte tenu des tendances générales de la politique économique française, ce procédé, l'octroi des contingents, même limité à une opération de liquidation unique, rencontrera de grosses difficultés.

A plus forte raison, son application serait-elle malaisée si elle devait intervenir périodiquement.

ACTION SUR LES EXPORTATIONS

C'est surtout par une action sur les exportations que l'équilibre devra être obtenu, si regrettable que soit une pareille solution.

En système de clearing, les exportations françaises devront être limitées aux disponibilités résultant des achats de la France. Cette observation est fondamentale. On peut, à la rigueur, se prononcer pour ce motif contre les clearings; si on les admet, on doit accepter aussi la servitude de cet ajustement des exportations.

Celui-ci peut être pratiquement réalisé :

- a) Par une limitation volontaire des ventes;
- b) Par une limitation obligatoire directe;
- c) Par une limitation indirecte.

(2) G. Daras, *op. cit.*, p. 4.

a) *Limitation volontaire.*

La limitation volontaire aurait l'incontestable avantage d'éviter aux intéressés, déjà enserrés dans de si nombreuses réglementations, la gêne d'un contrôle supplémentaire, mais elle suppose une organisation syndicale qui n'est pas, actuellement, suffisamment forte et, faute de laquelle les exportateurs de bonne foi seraient lésés au profit des autres.

Au reste, peut-être serait-il possible d'admettre au bénéfice de ce régime plus souple les industries qui justifieraient d'une obéissance suffisante aux disciplines corporatives.

b) *Limitation obligatoire directe.*

Il peut y être procédé de deux façons : 1° soit par le contrôle en France des exportations, c'est-à-dire par l'établissement de licences d'exportation, mais on sait les abus et les entraves que le système des licences a suscitées à notre commerce d'importation; 2° soit par le contrôle dans les divers pays étrangers en cause, des importations de produit français, en prévoyant que l'accès du territoire étranger pour la marchandise française et ultérieurement le droit de recourir aux clearings seront subordonnés à la délivrance par le service étranger de contrôle des changes d'une autorisation préalable des devises.

Il convient de noter que celle-ci ne garantit pas à l'exportateur français que les devises lui seront remises à date fixe; elle l'assure seulement que, dans la limite des disponibilités créées par les imports en France et à son numéro d'inscription, il recevra son transfert. Toutefois, si la certitude de la rentrée n'est pas par là acquise, les

chances de règlement à date fixe sont augmentées parce que les autorisations préalables de devises, qui conditionnent la réalisation même d'une opération d'exportation donnée et donc le débit du clearing, ne seront délivrées qu'en fonction des disponibilités probables.

C'est ainsi qu'en novembre 34, la Banque Nationale de Hongrie n'a accordé aucun visa pour importations de marchandises françaises, d'accord en cela avec l'Office de compensation à Paris car, par suite de la situation du clearing, les marchandises exportées n'auraient pu être payées. Les exportateurs qui ont, cependant, envoyé des marchandises sans obtenir le visa de la Banque, l'ont fait à leurs risques et périls, et n'ont pu être payés que par des moyens clandestins ou illégaux. Cette situation avait été prévue dès la fin de 1933, époque à laquelle le gouvernement français s'était vu dans l'impossibilité de renouveler l'accord sur les achats de céréales hongroises, expiré le 30 septembre 1933, ni d'accepter d'autres marchandises hongroises de substitution offertes par le Gouvernement hongrois.

L'Allemagne a également adopté le système du visa préalable. Le protocole annexe à la convention du 28 juillet 1934 prévoyait que seules les maisons bénéficiaires d'une autorisation générale pourraient effectuer le transfert des créances françaises par la voie de l'Office de compensation. Par la suite, le Gouvernement allemand a supprimé les autorisations générales et les a remplacées par un système de visas préalables ou certificats de devises. Seules les créances pour lesquelles avait été obtenu un certificat de devises pouvaient être versées au clearing franco-allemand. Mais l'entrée des marchandises n'ayant pas bénéficié de l'octroi d'un tel certificat n'était

pas prohibée en Allemagne. Cette mesure permettait d'envisager une limitation des exportations françaises vers l'Allemagne. Elle fut décidée en février 1935, mais son application ne fut effective qu'à partir du mois de mai. L'Allemagne devait n'admettre sur son territoire qu'une quantité de produits français égale aux 85 % de nos exportations du mois correspondant de 1934. Un double avantage résultait de cette mesure : 1° réduire les exportations françaises en vue d'équilibrer la balance commerciale; 2° empêcher l'entrée de marchandises n'ayant pas obtenu un certificat préalable de devise, et ainsi supprimer les créances n'ayant pas bénéficié d'un tel certificat. Cette mesure a certainement contribué à l'amélioration du clearing franco-allemand.

Ce système d'autorisations préalables de devises se superposant au système de clearing, a été adopté par d'autres pays, notamment par la Grèce et la Roumanie.

Entre ces deux systèmes de contrôle et d'ajustement de la balance commerciale — celui des licences d'exportation délivrées en France et celui des autorisations préalables de devises délivrées à l'Etranger — le choix est à faire. Nos préférences personnelles vont au second, mais à la condition qu'une précaution soit prise pour écarter les risques de mesures discriminatoires auxquels jusqu'ici, le clearing remédiait, nous l'avons vu, de façon à peu près parfaite. Il devrait donc être expressément stipulé que l'attribution des autorisations préalables sera faite par l'Eta étranger sans discrimination de produits ou de maisons dans la limite des disponibilités globales périodiquement prévues.

Il faudrait aussi prévoir la constitution d'organismes mixtes de contrôle et, en outre, organiser autour de leurs

travaux une publicité suffisante pour que les exportateurs puissent connaître fréquemment quel est le chiffre global des autorisations de devises qui seront délivrées pour la période en cours et dans quelle mesure ces facultés sont ou non épuisées. Ces renseignements leur seront indispensables pour fixer à l'avance une politique commerciale.

c) Limitation indirecte.

Il serait peut être possible de concevoir l'application aux opérations d'exportation sur les pays à caisse de compensation de l'assurance-crédit de l'Etat (loi de 1928). Cette application a été partiellement réalisée par les décrets-lois des 16 juillet, 8 août et 30 octobre 1935, comme nous le verrons plus loin, en ce qui concerne la mobilisation des créances arriérées.

D'après la loi de 1928 sur l'assurance-crédit de l'Etat, le risque couvert est la bonne fin d'une opération de vente et pour autant seulement qu'il s'agit de fournitures faites à une collectivité publique étrangère. Le domaine d'application de la loi serait, dans notre hypothèse, quelque peu différent : d'un côté, il serait plus étendu puisque le bénéfice de l'assurance crédit serait accordé à toutes les exportations privées quelconques, et non plus seulement à des fournitures faites à des collectivités publiques; il serait, d'un autre côté, plus restreint, attendu que l'assurance-crédit ne jouerait que lorsque la clientèle étrangère se serait acquittée de sa dette par un paiement en monnaie nationale, en sorte que ce serait seulement le transfert et non plus l'entière bonne fin de l'opération qui serait garanti.

Comme on ne saurait envisager pour l'Etat le risque

de couvrir par l'assurance-crédit des opérations dont le chiffre serait incontestablement supérieur aux disponibilités nées ou à naître des importations en France, il y aurait lieu de fixer périodiquement, pour chacun des pays en cause, un « plafond » au-delà duquel l'assurance-crédit cesserait d'être accordée. Dans l'hypothèse où le maximum serait atteint, la liberté resterait acquise aux exportateurs, de continuer leurs ventes, mais à leurs risques et périls et sans le secours de l'assurance-crédit; ils pourraient même bénéficier des services de la caisse de compensation, mais seulement dans la mesure où celle-ci aurait recueilli, au cours de la période considérée, des disponibilités supérieures à celles qui avaient été prévues pour le jeu de l'assurance-crédit.

On peut penser que ce système, généralisation du système adopté par les décrets-lois de 1935, entraînerait un ajustement automatique de nos exportations, sans que celles-ci aient à souffrir des inconvénients inhérents à un système de licence ou d'autorisation préalable.

* * *

Si par l'un ou l'autre des procédés ci-dessus notamment par le jeu des autorisations préalables de devises, était presque sûrement réalisé l'ajustement des exports aux imports, ou plus précisément à la partie des imports disponibles, c'est-à-dire affectés au paiement des exportations courantes, les Etats étrangers ne devraient pas faire de difficultés sérieuses à l'insertion dans les accords de compensation d'une clause en vertu de laquelle, à l'expiration de chaque période contractuellement fixée, si un léger déficit apparaissait malgré les précautions prises, l'Etat étranger procéderait à son apurement par

un prélèvement sur son portefeuille de devises; il pourrait d'ailleurs être fait une réduction correspondante des possibilités d'attribution de devises pour la période suivante, afin de permettre à l'Etat étranger la reconstitution de son portefeuille. Cette clause d'avance et de report des devises aurait le précieux avantage d'augmenter, jusqu'à la rendre à peu près parfaite, la certitude de règlement à date fixe. Certains Etats étrangers ont d'ailleurs accepté croyons-nous, des clauses secrètes de ce genre.

CHAPITRE V

PROBLEME DE MOBILISATION DES AVOIRS INSCRITS AUX CAISSES

L'équilibre supposé réalisé pour une période donnée par la combinaison des mesures suggérées plus haut, il n'en resterait pas moins que dans le cours de cette période de décalages existeront nécessairement entre l'export et l'import (disponible) l'équilibre quotidien n'étant ni aisé, ni désirable.

Pour assurer aux exportateurs une entière certitude quant à la date de leurs rentrées, il y aurait donc lieu d'organiser un système libéral et souple de mobilisation des créances inscrites. En système de clearing, la réalité des créances des exportateurs français est constatée — et ce n'est pas un des moindres avantages des caisses, — par un titre (récépissé ou avis de crédit).

Quatre procédés de mobilisation de ces titres peuvent être entre autres envisagés : Avances bancaires; Bourse de récépissés; Rachat des récépissés par une caisse centrale; Assurance Mutuelle.

A) *Avances bancaires.*

L'octroi, par les établissements de crédit, avec le concours de la Banque de France, d'avances à trois mois

deux fois renouvelables est déjà pratiqué, mais la Banque fait nécessairement preuve d'une extrême sévérité dans d'octroi de ces avances, en raison des conditions défectueuses de fonctionnement des caisses. On peut croire, sans excès d'optimisme, que le crédit serait plus libéralement accordé le jour où seraient mises en pratique les mesures déjà proposées pour assurer l'alimentation rationnelle des clearings et garantir leur équilibre.

B) Bourse des récépissés.

Le deuxième procédé de mobilisation envisagé de divers côtés avec des variantes, et notamment en 1934, par un important groupement économique régional (A.I.C.A. de Lyon) consiste dans l'ouverture d'une bourse commune des récépissés.

L'avis de crédit qui constate que le débiteur étranger a fait un règlement interne dans sa monnaie au nom du créancier français est une preuve officielle que la maison française est propriétaire de devises bloquées. Il suffirait donc de créer une bourse de ces avis représentatifs de crédits gelés, sous la surveillance de la Chambre de Commerce de Paris. Les exportateurs vendraient en Bourse leurs récépissés aux importateurs, lesquels présenteraient ces titres aux offices de compensation en décharge de l'obligation de règlement dont ils sont tenus. Les prix des récépissés fluctueraient suivant la loi de l'offre et de la demande et, par là, on tendrait indirectement à l'ajustement des exports et des imports (disponibles); dans l'hypothèse, en effet, où un excédent de récépissés viendrait sur le marché, indiquant ainsi une avance de l'export, il se produirait une diminution

de valeur de ces titres, diminution qui déterminerait à son tour un ralentissement de nos ventes à l'extérieur.

Au lieu de verser des francs à la Chambre de Commerce de Paris, les importateurs n'auront donc qu'à acheter à cet office des récépissés en monnaies bloquées, endossables comme un chèque et virés à la Banque d'Etat intéressée au compte du fournisseur.

Cette bourse étant ouverte entre acheteurs et importateurs français, il serait possible de réaliser des marchés à terme et des opérations plurilatérales. En effet, par le fait que tous les récépissés en provenance de toutes les caisses auraient l'accès de la bourse et auraient le même pouvoir libératoire, il serait mis fin à ce cloisonnement des échanges internationaux dont nous avons évoqué les dangers : les clearings « déficitaires », ceux pour lesquels la balance commerciale est favorable à la France, bénéficieraient indirectement du surplus de disponibilités constituées par l'excédent d'importations en provenance des autres pays.

Il y aurait lieu, pour le Gouvernement français, de supprimer la clause qui existe dans tous les accords de compensation, par laquelle il est tenu à la libre disposition des pays étrangers un certain pourcentage de devises. Cette prétention pourrait être supprimée puisque la France ne réclame, en retour, aucune faveur.

Le système aurait, de plus, l'avantage de ne porter aucune atteinte à la monnaie officielle des pays à change déprécié, puisque cette bourse ainsi instituée ne traiterait que des récépissés représentatifs des transactions commerciales.

Nous estimons néanmoins, que cette situation n'irait pas sans inconvénient : la solidarité ainsi créée entre les

différentes caisses, aurait pour effet de faire porter par une caisse en excédent, le poids du déficit d'un clearing engorgé; c'est dire que, pratiquement, les intérêts des exportateurs sur tel pays donné, ou des importateurs de produits en provenance dudit pays, pourraient avoir à subir la conséquence des erreurs ou des exagérations commises par les exportateurs sur tel autre pays ou par les importateurs de produits en provenance de cet autre pays.

C) Caisse Centrale de rachats de récépissés.

M. Massimi, député, et plusieurs de ses collègues ont déposé, au début de 1935, sur le bureau de la Chambre, une résolution invitant le Gouvernement à prévoir la constitution d'une Caisse Centrale, qui rachèterait les récépissés à leur valeur nominale au moyen de bons à court terme émis aux mêmes conditions que les bons du Trésor. Cette caisse recevrait sous forme de grand livre général ou d'un compte « Profits et Pertes » l'ensemble des « Doit et Avoir » de chacune des caisses particulières de compensation. La Caisse Centrale créerait un certain nombre de Bons de Caisses de Compensation, porteurs d'un intérêt minime et qui seraient émis dans le public aux mêmes conditions que les Bons du Trésor. L'importance des Bons à émettre sera variable et proportionnelle à l'importance des règlements que la Caisse Centrale aura à effectuer, tant au titre des créances anciennes que pour assurer le jeu des compensations des créances courantes (art. 4).

Les exportateurs devront fournir à la Caisse Centrale de Compensation le récépissé de crédit délivré par

l'Office de Compensation, ce récépissé constituant leur titre de créance; les paiements seront effectués par la Caisse Centrale de Compensation dans le mois qui suivra la remise de ces récépissés sous déduction d'une commission de compte et de gestion qui ne dépassera pas 2 % au maximum.

Ce projet aurait, dit-on, l'avantage de n'apporter aucune charge nouvelle à l'Etat, le trésor ne prend pas à son compte les risques des exportateurs; les risques se limitent aux risques de transfert puisque lorsque les Caisses de Compensation délivrent un récépissé, le risque commercial est éteint, l'acheteur ayant payé dans les caisses désignées à cet effet par les accords de compensation. Comme le transfert ne peut s'opérer que par l'expédition de marchandises et que le Gouvernement seul limite les importations en France par sa politique des contingents, il en résulte qu'il est le maître du risque qu'il peut faire disparaître à son gré.

D) Assurance Mutuelle.

Cette quatrième formule de mobilisation consisterait dans la constitution entre les exportateurs sur les pays à clearing, d'une société d'assurance mutuelle appelée éventuellement à bénéficier de l'assurance-crédit de l'Etat.

Cette conception a fait l'objet d'une étude très poussée de la Société Fiduciaire de Révision et de Contrôle. Cette dernière part du principe « qu'il y aurait le plus grand intérêt pour l'expansion commerciale française comme pour la sécurité des entreprises qui sont engagées à l'étranger, à grouper les détenteurs de crédits de com-

pensation au sein d'un organisme qui décharge de tous les risques les institutions de crédit et permette aux exportateurs, moyennant des intérêts peu élevés, la mobilisation immédiate d'une partie importante de leurs droits en consacrant le surplus à la couverture des risques communs (1).

Le principe du mécanisme des opérations de la Caisse consiste dans l'octroi de prêts renouvelables. Ces prêts sont garantis d'une part par des acceptations, d'autre part par la délégation des droits de l'emprunteur sur les avis de crédit de l'Office de Compensation et sur les devises étrangères bloquées à son nom, enfin, par un fonds de garantie constitué par la retenue d'une fraction des sommes avancées, correspondant sensiblement à la différence entre le prix de revient des marchandises et le bénéfice envisagé.

Les capitaux nécessaires sont procurés par l'escompte des effets tirés sur les emprunteurs grâce à la délégation aux escompteurs des garanties ci-dessus. Le fonds de garantie est maintenu au niveau stipulé par le jeu d'un crédit auxiliaire subdélégué dans les sûretés des escompteurs, de telle sorte que les uns et les autres restent à l'abri de tous les risques qui seront supportés par le seul fonds de garantie.

Il n'est consenti de prêt sur une créance contre un pays déterminé qu'à concurrence d'un maximum global fixé par le Conseil d'Administration de façon à répartir équitablement les risques sur les différents pays étrangers intéressés. Des stipulations aussi précises concer-

(1) Note sur la constitution d'une Caisse mutuelle pour favoriser la mobilisation des crédits de compensation, p. 2 (*Dossiers de l'Association Nationale d'Expansion Economique*).

nent les conditions des avances, l'escompte des traites, la durée des prêts et la libération du fonds de garantie. Qu'il nous suffise de dire que, tablant sur la suspension complète des opérations d'un tiers des clearings et sur l'insolvabilité d'un quart des assurés, toutes hypothèses, surtout la première, qui paraissent sévères, les auteurs du projet évaluent à 6.82 % de sa propre créance la contribution maximum de chaque mutualiste.

*
* *

La mobilisation des avoirs, si elle allège la trésorerie des entreprises, entraînera toutefois une charge supplémentaire pour ceux qui auront recours à cette opération de crédit (la formule de M. Marsimi exceptée). Il conviendrait donc d'obtenir des pays étrangers qu'un intérêt fut servi à nos exportateurs tant que le transfert n'aurait pas été effectivement réalisé.

Cette bonification ne ferait que compenser la charge née de l'opération de crédit. Elle faciliterait d'ailleurs la détermination d'une politique de prix, laquelle est, au contraire, malaisée à définir sous un régime d'incertitude des rentrées, les vendeurs ne sachant pas de quelle somme ils doivent majorer leurs prix pour tenir compte de l'immobilisation de leurs fonds. Cette bonification apparaît au surplus d'autant plus équitable, que dans la majorité des pays à change réglementé, le loyer de l'argent est élevé et que les banques d'émission bénéficient du fait de nos avoirs bloqués de disponibilités substantielles.

Quoiqu'il en soit, les quatre formes de mobilisation précitées méritent de retenir l'attention : si un choix

devait être fait entre elles, on observerait qu'à l'évidence le système de M. Marsimi est le plus favorable aux intérêts immédiats de l'exportation.

Dans la mesure toutefois où celle-ci aurait le courage de refuser ce soutien, en considérant qu'il consacre une nouvelle intervention de l'Etat dans l'économie privée ou encore dans l'hypothèse où le Ministère des Finances se refuserait à une opération susceptible d'engager assez fortement les finances publiques, il semble que l'extension des avances bancaires soit une formule à la fois simple et réalisable, une fois les conditions d'approvisionnement rationnel du clearing et de contrôle de la balance commerciale supposées remplies.

Ces divers projets de mobilisation des avoirs inscrits aux caisses ont eu en tout état de cause un mérite, celui de marquer le caractère de pressante urgence du problème. Ils ont été comme la préface des mesures que le Gouvernement français a prises en vertu des décrets-lois des 16 juillet, 8 août et 30 octobre 1935 pour la mobilisation des arriérés.

CHAPITRE VI

LA COMPENSATION PRIVEE

A deux exceptions près, croyons-nous, tous les accords de compensation conclus, à ce jour, comportent une clause dite de « compensation privée ».

Celle-ci prévoit que « si, dans les relations d'affaires entre une maison exportatrice de produits français et une maison exportatrice de produits étrangers, se présentait la possibilité d'une compensation résultant d'une opération d'achat et de vente, les deux organismes de clearing intéressés pourront autoriser cette compensation, chaque cas faisant l'objet d'une décision spéciale. »

On peut définir la compensation privée, une opération par laquelle un exportateur français cède à un importateur français la créance née d'une expédition de marchandises à l'étranger, la même opération s'effectuant simultanément dans le pays étranger qui assure la contre-partie.

La compensation privée est-elle favorable aux intérêts de l'exportation française ?

Dans l'affirmative, comment doit-elle être organisée et, en particulier, y a-t-il lieu de l'assujettir à un contrôle et

lequel ? Doit-elle, d'autre part, coexister avec le clearing officiel ou le remplacer ?

Toutes questions sur lesquelles les opinions sont divisées. Examinons tout d'abord les critiques adressées à la compensation privée ; nous envisagerons ensuite les avantages d'une telle opération.

a) Examen des critiques adressées à la compensation privée.

On reproche tout d'abord à la compensation privée ses difficultés de réalisation. Elle suppose, en effet, une entente entre quatre personnes au moins et même un plus grand nombre si l'opération est triangulaire ou poliangulaire. On livre ainsi les exportateurs aux mains des intermédiaires qui en profitent (1) : « Il est moins fréquent qu'on ne le pense qu'un importateur et un exportateur se rencontrent eux-mêmes pour « compenser » leurs opérations. Le hasard ne fait pas toujours si bien les choses... Il faut, le plus souvent, le secours du « tiers » et celui-ci n'a qu'un désir : augmenter sa clientèle. Cette constatation n'a rien de désobligeant. Elle nous amène, toutefois, à remarquer qu'ainsi la compensation privée cesse d'être une rencontre fortuite, exceptionnelle. On va au devant et on la provoque par le démarchage. »

Nous avouons ne pas saisir la valeur de cette critique.

Si, comme il est fréquent lorsque s'ouvre un nouveau champ à l'activité commerciale, des opérations indéliques ou délictuelles ont pu être commises, il appartient aux victimes ou au Parquet d'en demander ou poursui-

(1) P. Solly, *op. cit.*, p. 123.

vre la répression. Mais on ne conçoit pas ce qu'a en soi de condamnable, s'il s'exerce correctement, le travail de rapprochement d'un exportateur et d'un importateur qui s'ignorent.

L'utilité économique de cette fonction est évidente toutes les fois que ne sont pas en cause des maisons importantes, disposant d'un personnel spécialisé et de moyens financiers abondants.

2° La compensation privée supprime l'ordre chronologique des remboursements par l'Office de compensation. Elle complique ses opérations. Il est évident que des exportateurs « récents » seront payés avant des exportateurs « anciens », mais il se peut que certains de ces exportateurs « récents » aient besoin de disponibilités immédiates pour pouvoir continuer leur industrie, disponibilités que la compensation privée peut leur fournir.

3° La compensation privée réduit la matière à compensation du clearing officiel, puisqu'elle soustrait à celui-ci une partie des imports réalisés en France : elle serait donc un facteur d'engorgement des clearings. L'on a répondu qu'il ne s'agit pas, dans la plupart des cas, d'un avantage accordé aux importateurs. Une affaire qui est possible par voie de compensation privée peut ne pas l'être par clearing officiel, et ne l'est pas le plus souvent par suite des trop grandes différences de change qui servent de base de règlement.

4° Les exportateurs sont lésés par suite de l'abattement qu'ils doivent consentir sur le montant de leurs créances. Ils ne peuvent encaisser l'intégralité des sommes dues au cours officiel. De plus les intermédiaires exigent des commissions très importantes pour faire payer leurs services et couvrir cette baisse du change; ces commissions

s'échelonnent de 7 à 9 % (Bulgarie) jusqu'à 35 et 40 % (Hongrie) (2).

D'autre part, lorsque les exportations françaises sont supérieures aux importations étrangères en France pour un pays donné, la compensation privée peut faire l'objet d'un agio de la part des exportateurs de produits étrangers vers la France, qui ne cèdent leur licence que moyennant une prime tous les jours plus forte. C'est ce qui s'est produit en juillet et août 35 à la suite de la signature, le 7 juin 1935, d'un avenant à la convention franco-hellénique.

Les produits grecs contingentés, à l'importation en France, étaient affectés à l'amortissement de l'ancien clearing dont le passif était de 70 millions de francs. Les produits non contingentés à l'entrée en France devaient faire l'objet de compensations privées afin de permettre l'importation en Grèce d'une valeur égale de marchandises françaises.

Après deux mois à peine de fonctionnement de ce système, le phénomène que nous signalions tout à l'heure se produisit : la prime à payer à l'exportateur de produits grecs s'éleva progressivement de 7 à 27 % et de 27 à 32 %. De ce fait, toutes les marchandises de consommation courante qui ne pouvaient supporter une telle charge furent éliminées du marché grec (3).

Seules se maintiennent actuellement les spécialités françaises dont la Grèce ne peut se passer et qui, en rai-

(2) Bataille, *op. cit.*, p. 162.

Nous faisons cependant des réserves sur les chiffres de commission cités : ils nous paraissent comprendre le désagio, ce qui change leur signification du tout au tout.

(3) *Bulletin de la Chambre de Commerce Française en Grèce*, août-octobre 1935, p. 17.

son des bénéfices élevés réalisés par leurs fabricants, peuvent soutenir une compensation coûte que coûte.

En ce qui concerne les abus possibles provenant des intermédiaires, la constitution de sociétés sérieuses y remédie. Quant aux conséquences désastreuses pour la compensation d'un excédent des exportations françaises, il est évident que le clearing officiel n'aurait pas plus d'efficacité; une augmentation des importations étrangères en France est le seul remède. Pour ce qui est d'ailleurs de l'exemple grec, une meilleure affectation des produits améliorerait sans doute la situation courante.

b) Les avantages de la compensation privée.

1° *Certitude de la date des rentrées.* — Nous avons indiqué l'importance primordiale que présente pour le commerce et l'industrie la certitude de ses recouvrements à date fixe. A cet égard, la compensation privée, et c'est un de ses principaux avantages, donne toute satisfaction. Par le fait même que le règlement se fait entre les parties dans les délais dont elles ont librement convenu et sans recours à la caisse commune, sauf pour la part qui doit être obligatoirement versée à celle-ci aux termes de la plupart des accords de compensation, nos exportateurs ont l'assurance d'être payés en francs effectifs à la date exacte qu'ils ont prévue, sauf le risque commercial ordinaire que constitue la défaillance de l'un des co-contractants.

2° *Elargissement des échanges bilatéraux.* — Nous avons insisté longuement sur le fait que le taux de change retenu aux accords (cours officiel) avait pour effet de renchérir le prix des produits étrangers traduits en

francs et donc de freiner les importations en France de ces produits. La compensation privée pare à cet inconvénient, les exportateurs étrangers ou les importateurs français ne se prêtant à la conclusion d'une opération de compensation privée que si les exportateurs français ou les importateurs étrangers consentent à l'adoption d'un cours de change permettant le placement du produit étranger. Ce second et très important avantage de la compensation privée vaut qu'on s'y arrête : par là il est répondu au moins partiellement à la critique fondamentale adressée à ce type d'opérations, qui est d'épuiser les facultés de compensation du clearing officiel. On peut, au contraire, soutenir que des opérations d'importation en France, qui sont impossibles en clearing officiel, deviennent réalisables en compensation privée, comme nous l'avons vu. Il est vrai que cet avantage disparaîtrait si le taux de change adopté dans les accords était lui-même modifié.

3° *Possibilités de réalisations d'opérations triangulaires.* — C'est une des caractéristiques essentielles des accords de compensation, au moins tels qu'ils existent à ce jour, de ne permettre que les opérations bilatérales, c'est-à-dire des opérations d'export et d'import seulement entre les pays qui sont parties à l'accord. On peut, il est vrai, concevoir avec le même système du clearing officiel, c'est-à-dire en cas de recours obligatoire à la caisse commune, l'organisation d'échanges poliangulaires, c'est-à-dire l'institution d'une caisse polipartite, bien que les études amorçées à la Société des Nations à ce sujet n'aient pas, jusqu'à ce jour, abouti à des conclusions positives.

La compensation privée, au contraire, permet la réalisation relativement aisée des opérations d'échanges triangulaires ou poliangulaires, à la condition toutefois que les Etats étrangers s'y prêtent. Par là encore elle présente, plus précisément au point de vue français, un autre avantage intéressant.

Nous avons montré, en effet, qu'en clearing officiel le rapatriement effectif de nos créances était conditionné par la réalisation de l'équilibre de la caisse et que cet ajustement, compte tenu de la nature, principalement agricole, des produits en provenance des pays à clearing et de la politique agricole française, devait, en fait, être obtenu par une compression des exportations françaises; mal incontestable mais nécessaire. Or, la compensation privée poligonale atténue la sévérité de cette conclusion : il est possible par un choix judicieux des importations en France de marchandises en provenance du tiers pays, de permettre à notre exportation de continuer à vendre sur les pays à clearing sans écraser le marché agricole français de marchandises jugées indésirables.

Pour soutenir le raisonnement d'un exemple concret : en clearing officiel les ventes françaises en Yougoslavie sont subordonnées à l'absorption par le marché français de marchandises yougoslaves, lesquelles sont principalement constituées par des produits agricoles de grande consommation. Au contraire, si l'on conçoit une exportation française en Yougoslavie effectuée contre une exportation de produits yougoslaves en Norvège, par exemple, et vente de produits norvégiens en France, on peut, par un choix judicieux des produits norvégiens à placer sur notre territoire, élargir nos possibilités de

vente en Yougoslavie sans écraser le marché agricole français.

c) L'organisation de la compensation privée.

Il va de soi que, si l'on admet la compensation privée, on ne saurait la dispenser de tout contrôle. Encore faudrait-il, pour lui maintenir la souplesse, qui est l'un de ses avantages essentiels, que ce contrôle fut réalisé dans les conditions de rapidité les plus grandes. A notre sens, l'échec presque complet enregistré à ce jour par la compensation privée provient précisément du discrédit dans lequel elle a été tenue et par suite des entraves dont on l'a chargée.

Plus délicate est la question de savoir si la compensation privée peut coexister avec le clearing officiel ou devrait entraîner la suppression de celui-ci. Certains ne sont partisans de la compensation privée que si elle subsiste seule. Nous avouons ne pas apercevoir la justification de cette opinion : ou la compensation privée présente en soi une supériorité certaine sur le clearing officiel, et elle n'a rien à craindre de lui, ou elle trouve dans celui-ci un concurrent qui ne lui permet pas de travailler en coexistence avec lui. Mais c'est donc qu'elle ne jouit pas d'avantages qui justifient la reconnaissance de sa licéité.

Tenant compte, d'autre part, du fait que les exportations « fragmentées » fréquentes en exportation française, même de la part de fortes maisons, sont plus malaisées à traiter en compensation privée, nous inclinons personnellement à la coexistence des deux systèmes.

Le Gouvernement français ne s'est pas résolu à adop-

ter une telle politique. Il a supprimé, pour les opérations futures, le clearing officiel avec la Hongrie et la Grèce, mais il l'a conservé pour la Turquie.

a) *L'accord franco-grec du 7 juin 1935, avenant à la convention de compensation franco-hellénique du 9 juillet 1932.*

Le clearing officiel ne subsiste que pour amortir le montant des créances arriérées; il ne continue à fonctionner que pour la liquidation des créances ayant pour origine la vente de marchandises françaises expédiées à destination de la Grèce avant la publication de l'avenant au *Journal Officiel*.

Sont seuls soumis à l'obligation de règlement par le clearing : 1° les produits helléniques contingentés à l'importation en France; 2° le plomb métal à l'exclusion du minerai; 3° le tabac.

Les importations en France de produits grecs, autres que ces derniers, peuvent faire l'objet de compensations privées permettant d'assurer le règlement des importations françaises en Grèce, postérieures à la mise en vigueur de l'accord. Lorsqu'un importateur hellénique, ayant le droit d'importer, soumettra une demande d'autorisation à cet effet, soit directement, soit après entente avec un exportateur français, l'administration hellénique ne pourra pas la lui refuser.

Nous avons déjà signalé les conséquences désastreuses de cet accord pour l'exportation française. Suivant les propres termes du Congrès des Chambres de Commerce de la Méditerranée : « les échanges franco-helléniques sont étranglés par la convention du clearing. » Il estime que persister dans cette erreur entraînerait pour nous la

perte définitive et complète de tout le marché grec, « et la fermeture des quelques maisons françaises qui s'obstinent, encore, malgré tout, à maintenir la réputation de notre drapeau ». C'est pourquoi deux solutions lui paraissent équitables :

1° Retour au clearing officiel intégral en affectant un quantum, de 30 % par exemple, du montant exportations de produits grecs en France à l'extinction de l'arriéré et répartition du solde entre les importateurs de marchandises françaises en Grèce au prorata de leur chiffre antérieur.

2° Maintien de l'avenant du 6 juin 1935 et création d'un autre clearing officiel pour les produits grecs de la deuxième catégorie (non contingentés en France), avec commission de répartition (4).

Il est évident que ces deux solutions auraient également pour effet de supprimer la prime à la compensation et de mettre tous les articles français sur le même pied d'égalité; mais il faudrait alors adopter un taux de change se rapprochant le plus possible du taux effectif. La nouvelle convention franco-hongroise n'a pas obtenu des résultats plus encourageants.

b) *L'accord franco-hongrois du 20 juillet 1935.* — Le clearing officiel ne subsiste que pour la liquidation des créances arriérées. Le règlement de ces créances se fera par compensation au moyen des sommes provenant des importations de marchandises hongroises contingentées en France.

Le système du clearing est supprimé pour toutes les exportations françaises vers la Hongrie, effectuées après

(4) *Bulletin de la Chambre de Commerce Française en Grèce, op. cit., p. 20.*

le 20 juillet 1935, ainsi que pour toutes les importations en France de produits hongrois non contingentés. Le gouvernement hongrois s'engage à réserver aux besoins du commerce français les devises produites par les ventes en France desdits produits hongrois non contingentés, déduction faite d'un pourcentage qui sera laissé à la libre disposition de la Banque Nationale de Hongrie. Le règlement des nouvelles créances est donc libre. Les exportateurs eux-mêmes doivent en chercher la contre-partie dans les importations en France de produits hongrois non contingentés. A défaut de cette contre-partie, les exportateurs français s'exposeraient à ne pouvoir recouvrer le montant de leurs créances.

Les résultats de cet accord ont été si désastreux qu'un nouvel accord est intervenu en octobre dernier. Les créanciers français peuvent, soit céder leurs créances moyennant un abattement qui ne devra pas dépasser 30 % de celles-ci, soit opter pour le règlement sans abattement, qui se fera dans l'ordre chronologique « à l'aide de disponibilités réservées à cet effet et dont l'importance dépendra du mouvement des importations hongroises ».

Le montant des importations en France de marchandises hongroises contingentées reste affecté au règlement des créances françaises arriérées.

c) *L'accord franco-turc du 6 août 1935.* — Cet accord laisse subsister le clearing officiel pour les opérations à venir. Les exportateurs français pourront continuer à utiliser, par le rapatriement de leurs créances, le clearing officiel, mais seulement dans la mesure où le montant des produits turcs non contingentés à l'entrée en France n'aura pas été absorbé par la compensation privée.

D'autre part, tant en ce qui concerne le clearing que la compensation privée, seuls les 65 % de la valeur fob des produits seront compensés, les 35 % restant étant portés à un compte spécial tenu à la disposition de la Banque Centrale de Turquie.

Dans ces conditions, remarquons que l'apurement de l'arriéré, qui est actuellement de l'ordre de 100 millions, demandera un délai minimum de 10 ans. D'autre part, les exportations françaises ne pourront pas dépasser les importations turques qui, déduction faite des 35 % réservés à la Banque Nationale de Crédit, peuvent être estimées à 12 millions de francs. Or, en 1934, les exportations françaises se sont élevées à 79 millions. Il en résulte une perte à peu près totale du marché turc. Cette nouvelle politique est peut être celle du moindre mal car, comme nous l'avons déjà dit, des exportations qui n'ont aucune chance d'être payées un jour ou l'autre, ne sont plus des exportations, mais des libéralités.

★ ★

Quoiqu'il en soit, les nouvelles conventions conclues par le Gouvernement français ont nécessité l'organisation des compensations privées. En effet, si l'on se borne à des opérations de compensation privée avec un seul pays, il est impossible de développer les échanges. Il est de toute nécessité de procéder à des opérations de compensation privée tri ou multipartite. L'on cite le cas suivant à titre d'exemple (5) : une maison française désire vendre un lot de bicyclette en Bulgarie. Le permis

(5) Note sur la réalisation des compensations particulières (*Dossiers de l'Association Nationale d'Expansion Economique*).

d'importation ne sera accordé par la Banque Nationale de Sofia que s'il est procédé simultanément à une exportation de Bulgarie, de céréales par exemple, pour un montant équivalent. Etant donné que les contingents français interdisent l'entrée de céréales, la revente devra être assurée par un marché tiers, l'Estonie par exemple. Le cycle de l'opération sera clôturé par un envoi en France, par l'Estonie, de marchandises, bas par exemple.

On voit ainsi qu'il s'agit d'opérations difficiles puisqu'elles supposent six transactions commerciales pour une seule affaire. Elles exigent, pour être réalisées : 1° une documentation législative et administrative; 2° des informations commerciales très étendues pour la conclusion des achats et ventes internationaux, et 3° une intervention bancaire.

Pour qui connaît la complexité des affaires d'exportation, il y a là une difficulté dont on ne saurait sous-estimer l'importance.

Des organismes divers, les uns proprement commerciaux, les autres para-syndicaux, se sont créés. Il est trop tôt pour les juger sur leurs résultats.

CHAPITRE VII

L'ACCORD DE CHANGE

Tout système doit, avons-nous dit, apporter une solution satisfaisante à deux problèmes :

— Garantir contre les risques de discrimination inhérents à une réglementation de change exercée sans contrôle;

— Assurer à nos exportateurs date certaine de leurs rentrées.

Nous avons vu que l'accord de change, c'est-à-dire l'engagement souscrit par l'Etat étranger de remettre un certain contingent de devises, mais sans prise directe de l'Etat co-contractant sur les importations, résoud approximativement, quoique moins parfaitement que l'accord de compensation, le problème de la protection contre les risques de discrimination.

Apporte-t-il une solution satisfaisante au second problème posé ?

Nous résumons nos réflexions en trois observations :

1° « L'accord de change » ne garantit pas la rentrée à date fixe.

On constate, en effet, que la plupart des pays étrangers s'engagent généralement à livrer non pas un chiffre

forfaitaire de devises, mais seulement un certain pourcentage des devises créées par les achats du pays co-contractant.

Ils établissent donc un lien de connexité entre l'import et l'export de ce pays et, par suite, le règlement de ces exports reste fonction de la valeur des importations; il est donc incertain. Que l'incertitude subsiste avec un engagement de ce type, l'expérience la plus récente le confirme d'ailleurs : le Brésil a, pendant un certain temps, décidé (non pas contractuellement, mais par acte unilatéral) de répartir ses devises entr les pays fournisseurs au prorata de leurs achats de café. Il n'empêche qu'on a constaté après cette décision, une recrudescence de nos difficultés de transfert au Brésil, l'Institut d'Emission de ce pays se déclarant démuní de disponibilités;

2° « L'accord de change » ne fait pas nécessairement disparaître le phénomène de freinage des importations qui résulte de l'adoption d'un « cours officiel ».

Nous avons longuement insisté sur les conséquences qui, en système de clearing, découlent pour nos importations de l'adoption du « cours officiel », retenu dans les accords de compensation. Mais il est possible de concevoir que, même sans accord de compensation, un Etat fixe un « cours officiel », auquel il oblige ses exportateurs de lui céder les devises produites par leurs ventes à l'Etranger, et c'est bien ce qui se produit dans la réalité. Par suite, dans toute la mesure où ce cours officiel ne consacre pas la dépréciation réelle de la monnaie considérée, les exportations étrangères (ou ce qui revient au même les importations en France) peuvent être contrariées et nos exportations subiront indirectement l'effet

de cette gêne en cas d'« accord de change », si celui-ci ne consacre qu'un engagement de transfert en fonction des achats.

3° « L'accord de change », offre, par contre sur le système du clearing, une supériorité au moins théorique.

Par là, il répond peut être à l'espoir secret de certains partisans de la suppression des caisses. Nous savons que le système du clearing se caractérise essentiellement par l'organisation d'une prise directe (par l'Etat co-contratant, l'Etat français par exemple) sur les importations en provenance du pays à change réglementé, mais il faut bien voir que la même prise directe est exercée par l'Etat étranger sur les importations en provenance de France.

En d'autres termes, en système de clearing, les importateurs étrangers, comme les importateurs français, ne peuvent acquérir de marchandises sans prendre l'engagement de passer par le clearing pour leur règlement. Au contraire, en cas de simple « accord de change », les importateurs étrangers (ou leurs vendeurs français) peuvent avoir l'espérance, dans le cas où les devises ne leur seraient pas fournies en quantité suffisante, d'acquérir le complément par d'autres moyens (recours à la bourse noire, etc.) L'utilité pratique de cet avantage dépendra des facilités que trouvera l'acheteur étranger à se procurer des devises en dehors des conditions fixées par la réglementation des changes de son pays. Il est donc impossible de formuler des prévisions à ce sujet. Nos exportateurs ont, toutefois, à se demander si les possibilités assez imprécises qui s'offrent de ce côté constituent un avantage suffisant pour les amener à préférer l'« accord de change » à l'accord de compensation.

CHAPITRE VIII

L'APUREMENT DE L'ARRIERE TROISIEME PROBLEME FONDAMENTAL

Par créances arriérées, nous entendons ici, non seulement les créances ainsi dénommées dans les accords de compensation, c'est-à-dire celles qui sont antérieures à la conclusion de ces accords, mais aussi les créances postérieures à cette conclusion et qui, inscrites aux caisses, n'auraient pas fait l'objet d'un transfert effectif au jour où serait réalisé l'opération d'apurement envisagée.

L'utilité d'une telle opération est évidente. En particulier, elle allègerait la Trésorerie d'entreprises affaiblies par de trop longues immobilisations. Plusieurs formules très différentes ont été envisagées. Les cinq principales sont : 1° le recours à l'assistance-crédit de l'Etat; 2° le projet Massimi; 3° le projet présenté en octobre 34 par l'Association Nationale d'Expansion économique, d'un emprunt obligataire émis avec la garantie de l'Etat; 4° le projet présenté par l'A. I. C. A. de Lyon d'un emprunt obligataire émis avec la garantie des Chambres de Commerce et diverses sûretés accessoires; 5° l'assurance mutuelle.

Le projet fondé sur l'assurance-crédit de l'Etat, le projet Massimi, enfin le projet d'assurance mutuelle, ont déjà été examinés à propos du problème général de la mobilisation des récépissés. Il reste à étudier les deux autres formules. Nous aurons également à apprécier l'efficacité du système adopté par le Gouvernement français et basé sur l'assurance-crédit de l'Etat.

I. — *Emprunt obligataire
émis avec la garantie de l'Etat*

Résumons l'économie du projet présenté par l'Association nationale d'Expansion économique avant d'en dégager les principes essentiels. Nous verrons ensuite les similitudes et les divergences que ce projet présente avec le projet postérieur de M. Massimi.

1° *Schéma du système.*

a) Entre les exportateurs titulaires d'axis de crédit des caisses de compensation serait constitué un organisme, ayant pour objet exclusif l'émission par souscription publique d'un emprunt obligatoire d'un montant nominal égal à celui des créances à mobiliser. La durée de cet emprunt devrait être suffisante pour couvrir largement la période de temps nécessaire à l'entier règlement de ces créances par les soins des caisses de compensation, soit six à huit ans.

Cet organisme revêtirait la forme d'une société anonyme, dont les exportateurs seraient les seuls actionnaires; la souscription de chaque exportateur ou capital de la Société serait égale à un pourcentage à déterminer, mais très faible de l'ordre de 1 à 3 % de sa créance à mobiliser.

b) L'exportateur recevrait immédiatement sur le produit de l'emprunt, un esomme égale au montant de sa créance, telle que dûment inscrite à l'Office de Compensation. Il rentrerait donc dans la possession intégrale de sa créance;

c) Les exportateurs s'engageraient — chacun en ce qui le concerne (aucune solidarité n'existant entre eux à cet égard) — à effectuer entre les mains de l'organisme, au profit et pour le compte de la Société civile des obligataires de l'emprunt, des versements échelonnés, dont le total couvrirait exactement le service de l'emprunt en intérêt (impôts) frais et accessoires.

Les exportateurs s'engageraient, en outre, dans l'hypothèse (peu probable) où leurs créances inscrites aux offices n'auraient pas été payées, à rembourser, à l'expiration de l'emprunt (c'est-à-dire au bout de six à huit ans) les sommes qu'ils auraient reçues;

d) Les dispositions nécessaires seraient prises pour que toutes les sommes que les exportateurs intéressés pourraient recevoir à l'avenir sur les créances mobilisées soient versées directement à l'organisme, qui serait tenu de les affecter à l'amortissement anticipé, partiel ou total, selon le montant de ces sommes, des parts d'emprunt des exportateurs considérés. Cela suppose que l'emprunt serait émis avec stipulation de remboursement partiel ou total par anticipation à toute époque.

Bien entendu, les exportateurs cesseraient d'être tenus, non seulement de l'obligation de rembourser le capital qui leur aurait été attribué, mais aussi de l'obligation de payer des intérêts à partir du moment où leurs récépissés auraient fait l'objet d'un règlement effectif;

c) Pour assurer le succès de l'emprunt, l'Etat français devrait prendre l'engagement de garantir inconditionnellement aux obligataires, le service régulier des intérêts et l'amortissement de l'emprunt;

f) Le produit net de l'emprunt serait réparti entre les exportateurs participants au prorata des créances mobilisées;

g) La loi autorisant l'Etat à accorder sa garantie, devrait stipuler une exonération fiscale pour les obligations émises.

2° Principes sur lesquels est fondé ce système de mobilisation.

1° L'A. N. d'E. E. est partie de cette idée maîtresse que les opérations de mobilisation à court terme jusqu'ici pratiquées étaient, dans un grand nombre de cas, vouées à l'échec, en raison de l'indétermination de la date de paiement effectif des récépissés, indétermination causée par l'engorgement des clearings. Elle a donc estimé que, s'agissant de créances certaines, mais à échéance inconnue, la mobilisation de ces titres devait se faire non par une opération à court terme, mais par une combinaison à moyen ou long terme. D'où la proposition d'un recours à l'épargne, c'est-à-dire de l'émission d'un emprunt placé dans le public. Cette conception fondamentale a, d'ailleurs, été reprise dans le projet Massimi, et encore dans le projet de l'A. I. C. A. de Lyon, la durée de l'emprunt étant cependant moins longue dans ces deux derniers projets;

2° La deuxième idée maîtresse du plan de l'A. N. d'E. E. est de considérer que le succès du placement d'un emprunt dans le public est subordonné à la condi-

tion que les titres offerts à l'épargne soient assortis d'une garantie incontestable, celle de l'Etat. Le projet Massimi, s'il prévoit l'émission de bons d'une durée un peu moins longue, envisage également que les titres bénéficieront des mêmes sûretés que les bons du Trésor.

L'A. N. d'E. E. justifie la garantie demandée à l'Etat par cette considération, entre autres, que les réglementations de change ont été un élément indépendant de la volonté des exportateurs et contre lequel ils ont été impuissants;

3° Mais le projet de l'A. N. d'E. E. — et c'est une autre de ces caractéristiques essentielles, celle par laquelle il se différencie le plus du projet Massimi — n'organise qu'une opération de mobilisation et non de liquidation au regard de l'exportateur. En d'autres termes, celui-ci resterait tenu au remboursement du principal de l'avance à lui consentie si, à l'expiration de l'emprunt, soit au bout de six à huit ans, son récépissé n'était pas venu à maturité.

Le recours à l'Etat est donc limité et tend, en définitive, seulement à faire bénéficier les exportateurs de l'avantage psychologique que représente la garantie de l'Etat pour le succès d'une émission.

Au contraire, dans le projet Massimi, l'Etat se substitue aux créanciers, dans le risque, d'ailleurs faible, de non paiement effectif du récépissé en cours de validité de l'emprunt.

Le projet de l'A. N. d'E. E. est donc moins favorable aux intérêts de l'exportation.

Il a été inspiré par la situation des finances publiques et aussi par une préoccupation d'ordre tactique, l'adhésion du Gouvernement et des Chambres paraissant plus

aisée à emporter sur une formule suivant laquelle l'exportateur serait appelé à participer à son propre salut : le risque encouru par l'Etat est donc plus faible dans le projet de l'A. N. d'E. E. que dans le projet Massimi en ce que, dans les deux cas, l'Etat bénéficie de la sûreté réelle que constitue le récépissé, mais dans le premier, il jouit encore de la garantie personnelle de l'exportateur;

4° Animée des mêmes préoccupations, l'A. N. d'E. E. prévoit que jusqu'à paiement du récépissé par la caisse (mais jusque là seulement) l'exportateur aura à faire face au service de l'intérêt des obligations pour la somme qui lui aura été remise.

Le projet Massimi est, au contraire, muet sur les voies et moyens permettant le service des intérêts des bons émis; d'où l'on peut, semble-t-il, conclure que, dans ce projet, ce service sera assuré, pour une petite partie, par le prélèvement de 2 % perçu à titre de commission de compte et, pour le reste, par le budget de l'Etat.

Il convient d'observer que s'il était possible d'obtenir des Etats étrangers, comme nous le suggérons dans le cours de ce travail, une bonification d'intérêts au bénéfice de nos exportateurs, pendant tout le temps où le transfert effectif n'aura pas été réalisé, nos exportateurs trouveraient dans cette bonification la contre-partie partielle, totale ou peut être supérieure (suivant l'écart entre les cours de loyer de l'argent dans les deux pays) de la charge d'intérêt dont ils seraient eux-mêmes tenus, au titre de l'emprunt obligataire.

5° Organisme Central. — Le projet de l'A. N. d'E. E. prévoit la constitution d'une société anonyme constituée entre les exportateurs. Le projet Massimi reprend cette

idée d'un organisme central, mais en faisant de celui-ci un établissement administratif.

Il n'y a pas, sur ce point, une différence substantielle.

6° Domaine d'Application du projet de l'A. N. d'E. E. Enfin, dans le projet de l'A. N. d'E. E., l'opération envisagée vise seulement l'apurement des arriérés. C'est donc une opération unique à réaliser. Le projet Massimi, au contraire, concerne aussi bien les créances à provenir des affaires futures que les arriérés.

II. — *Emprunt émis avec la garantie des Chambres de Commerce*

Le projet de l'A. I. C. A. de Lyon s'inspire en partie des principes qui ont servi de fondement au projet de l'Association nationale d'Expansion économique.

En particulier il est conçu sur le principe fondamental du recours à l'épargne.

C'est sur les garanties dont devraient être assorties les obligations placées dans le public que le projet de l'A. I. C. A. se distingue surtout du premier.

L'A. I. C. A., en effet, substitue à la garantie de l'Etat envisagée par l'A. N. d'E. E., celle des Chambres de Commerce, et elle se fonde sur cette considération que le recours aux pouvoirs publics est une solution paresseuse et dangereuse.

Quant à l'équilibre financier de l'opération, l'A. I. C. A. y pourvoit par la liquidation à perte sur le marché libre des avoirs en monnaie étrangère détenus par les offices de compensation, par l'accélération des opérations de clearing au moyen d'importations exceptionnelles de tabac et de nitrates à concurrence de 100 millions, par

une majoration de 1 % de tous les droits de douane, enfin par une légère perte sur les récépissés à l'émission des bons.

Quant au point de savoir si, dans la conception de l'A. I. C. A. de Lyon on se trouve en présence d'une opération de mobilisation ou d'une liquidation proprement dite, le projet est muet sur ce point : il n'est précisé s'il y aurait lieu à rappel des sommes versées aux exportateurs si, à l'expiration de l'emprunt, les diverses recettes prévues n'avaient pas permis l'entier remboursement des titres émis.

On le voit, dans ces diverses formules, l'intervention de la puissance publique est envisagée ici (projet de l'A. I. C. A. de Lyon) de façon très légère puisqu'il n'est pas prévu qu'une majoration douanière faible, là de façon plus accentuée (assurance-crédit de l'Etat), ailleurs de façon plus nette encore (projet de l'A. N. d'E. E. et surtout projet Massimi).

Nous n'alourdirons pas ce travail en rappelant les raisons fortes et pertinentes qui justifient cette intervention de la puissance publique, mais nous observerons que le fait que celle-ci est appelée à concourir au salut de nos exportateurs pour l'apurement des arriérés apporte une raison supplémentaire à une réorganisation des caisses : l'Administration entend, en tout état de cause, subordonner le concours éventuel de l'Etat à l'adoption de mesures susceptibles d'éviter l'ultérieure reconstitution de créances non compensées.

III. — *La mobilisation des arriérés*

d'après les décrets des 16 juillet, 8 août et 31 octobre 1935

Le décret du 16 juillet 1935 autorise le ministre des

Finances à accorder la garantie de l'Etat aux opérations de mobilisation des récépissés délivrées aux exportateurs par les divers offices de compensation qui fonctionnent auprès de la Chambre de Commerce de Paris. Cette garantie sera donnée après avis de la commission instituée par la loi du 10 juillet 1928 sur l'assurance-crédit d'Etat. Ce décret a été complété par les décrets des 8 août et 3 octobre 1935. Nous examinerons l'économie de ces décrets en étudiant les attributions de la commission de l'assurance-crédit, les droits et les obligations des exportateurs.

1° Attributions de la Commission de l'assurance-crédit.

La commission interministérielle de l'assurance-crédit d'Etat reçoit et examine les demandes de garantie. La garantie est limitée à 80 % du montant de chaque récépissé et accordée pour une période d'une année renouvelable cinq fois. La Commission donne son avis au Ministre des Finances, soit sur les demandes de garantie individuelle qui lui sont soumises, soit sur l'opportunité d'agréer les prêteurs sollicitant le bénéfice de la garantie, soit sur les directives à observer pour l'octroi de la garantie (1).

Le ministre des Finances fixe, par arrêtés, le montant global des garanties octroyées, en ce qui concerne les demandes présentées pendant une période donnée, se rapportant aux créances inscrites sur les livres d'un office de compensation spécifié.

Les primes versées par les exportateurs à la Banque nationale française du Commerce extérieur sont portées

(1) Art. 3 du décret du 3-10-35; J. O., 4-10-35, p. 10673.

au crédit du compte du ministère du Commerce (commission de l'assurance-crédit).

2° Droits et obligations des exportateurs.

Les exportateurs français titulaires de récépissés des offices de compensation peuvent obtenir de l'Assurance-crédit d'État une garantie, limitée à 80 % du montant de ces récépissés, en faveur des banques qui consentent à les escompter.

Pour bénéficier de cet avantage, les exportateurs doivent remplir les conditions imposées et se soumettre aux formalités exigées.

1° Les conditions imposées. — L'exportateur doit supporter, tout d'abord, les charges de l'opération. Il est tenu de payer l'intérêt et la commission réclamés par la banque ainsi qu'une prime de 0,50 % sur le montant garanti. Cette prime doit être versée d'avance et à chaque renouvellement annuel de la garantie, à la Commission de l'Assurance-crédit.

A l'échéance, le prêt accordé par la Banque doit être remboursé, même si l'Office de compensation n'a pu effectuer le transfert des fonds. Les risques de non transfert restent entièrement à la charge de l'exportateur. Si ce dernier ne s'acquitte pas de sa dette, après une mise en demeure faite par le banquier escompteur, celui-ci subroge dans ses droits la Commission de l'Assurance-Crédit qui procédera aux poursuites. La garantie de l'État jouera vis-à-vis de la banque qui sera remboursée.

Pour bénéficier de la garantie de l'État, l'exportateur doit, en outre, remplir plusieurs conditions.

Il doit être le titulaire primitif du récépissé, soit qu'il n'ait pas cessé de le détenir, soit qu'il l'ait seulement mis

en gage, dans les conditions énoncées aux articles 2074 et 2075 du Code civil, soit qu'il l'ait délégué à un tiers — à la condition que le délégataire n'ait pas expressément déclaré qu'il entendait décharger son débiteur.

La demande de garantie ne peut être examinée avant qu'un délai d'un an se soit écoulé à partir de la date de l'avis de crédit à l'exportateur par l'Office de compensation. La créance ne doit pas avoir déjà bénéficié de l'assurance-crédit en vertu de la loi de juillet 1928, c'est-à-dire pour des fournitures faites aux Gouvernements ou aux collectivités publiques étrangères. Enfin, l'exportateur doit obtenir une promesse de garantie de la part de la commission de l'assurance-crédit avant de s'adresser à la banque.

2° *Les formalités exigées.* — Les demandes de garantie sont formulées par les exportateurs, bénéficiaires initiaux des crédits ouverts sur les livres des offices de compensation, pour lesquels est sollicitée la garantie.

Les demandes de garantie doivent indiquer : le nom ou la raison sociale et l'adresse du demandeur; la désignation de l'Office de compensation ayant émis les récépissés à garantir; les dates d'émission et les numéros d'ordre des avis de crédit afférents aux récépissés à garantir; le montant des créances inscrites sur les livres de l'Office de compensation, porté sur chacun des récépissés à garantir; le nom ou la raison sociale de la banque ou de l'établissement de crédit ayant consenti, en principe, sous réserve de l'octroi préalable de la garantie de l'Etat, à mobiliser les créances des exportateurs.

A la demande de garantie, doit être jointe une lettre d'une banque ou d'un établissement de crédit par laquelle ceux-ci se déclarent prêts, sous réserve de l'octroi

préalable de la garantie de l'Etat, à mobiliser les créances représentées par les récépissés. Cette lettre devra indiquer la durée, qui ne pourra être inférieure à un an, pour laquelle l'opération sera effectuée ainsi que le montant de cette opération.

Le prêteur pourra demander que la garantie d'un an soit automatiquement renouvelée par périodes annuelles cinq fois au maximum, tant que le récépissé n'aura pas été payé par l'Office de compensation ou que l'opération n'aura pas été dénouée (art. 11 du décret du 3 octobre 1935).

L'établissement prêteur appelé à bénéficier de la garantie doit faire parvenir au secrétariat général de la commission une attestation de l'Office de compensation témoignant que les avis de crédits afférents aux créances sur l'Office pour lesquelles la garantie est demandée, ont bien été émis au nom du demandeur et que ces créances ont été remises en gage ou déléguées au prêteur. Il doit également acquitter la prime prévue dans le délai d'un mois à partir de la date d'expédition de la lettre adressée à l'exportateur, contenant la promesse de garantie.

Si, à l'expiration de ce délai, les formalités n'ont pas été remplies, la promesse de garantie cesse de produire ses effets.

Il est difficile de juger les résultats de cette nouvelle politique : trop peu de temps s'est écoulé depuis le début de son fonctionnement. Nous croyons néanmoins savoir que bon nombre d'exportateurs trouvent le nouveau système onéreux, en égard au service rendu.

CONCLUSION

Au terme de cette étude, il nous semble difficile de condamner sans recours, l'institution des Caisses de Compensation.

Nous avons essayé de démontrer que l'engorgement des clearings ne tient pas à leur principe même, mais qu'il est dû à des causes bien déterminées dont la principale est le taux de change fixe généralement trop élevé stipulé dans les caisses de compensation. Il n'entre pas dans le cadre de ce travail de critiquer les raisons qui ont poussé les divers gouvernements en cause à fixer des taux de changes n'ayant aucun rapport avec la valeur réelle de leur monnaie.

La politique des contingentements adoptée par la plupart des états européens est venue, d'autre part, aggraver une situation déjà précaire.

Quant à l'organisation d'une compensation plurilatérale, c'est une idée à priori séduisante mais qui nous paraît se heurter à des difficultés presque insurmontables.

Plus modeste, le développement rationnel des compensations privées constitue, à notre sens, la solution pratique la moins décevante. C'est celle à laquelle nous voudrions voir se rallier les gouvernements jusqu'à ce que disparaisse cette nouvelle organisation avec la cause qui lui a donné naissance, la réglementation des changes.

Annexes

ANNEXE I

SITUATION DES OFFICES DE COMPENSATION AU 30 SEPTEMBRE 1935 (1)

	Créances dont le montant a été versé aux offices étrangers	Créances réglées aux exportateurs français
Bulgarie	30.981.807 89	20.110.445 85
Chili	112.065.047 97	93.837.283 74
Colombie	11.699.750 35	11.699.750 35
Equateur	15.716.874 97	15.716.874 97
Esthonie	55.048.990 83	49.937.556 17
Grèce	196.097.288 88	132.757.286 96
Hongrie	216.238.215 02	155.711.398 72
Lettonie	95.425.600 26	67.967.175 58
Turquie	150.275.895 79	52.289.466 54
Yougoslavie	163.379.238 79	136.680.656 42
	1.046.928.710 75	736.428.095 30

(1) *L'Information* du 17-11-35.

ANNEXE II

SITUATION DU CLEARING FRANCO-ALLEMAND
AU 9 DECEMBRE 1935

Total des créances à régler aux exportateurs français	1.530.518.576 46
Versements effectués à la Reichsbank.	54.155.513 63
	1.584.674.090 09
Total des factures d'importation parvenues à l'Office et comptabilisées par lui. Ancien compte	1.503.903.422 42
Nouveau compte	295.051.426 41
	1.798.156.899 93
Versements des importateurs à la Banque de France	1.558.903.422 42
Prélèvements 15,75 % (service des emprunts Sawes et Young)	240.427.996 03
	1.318.475.426 39
Paiements aux exportateurs	1.296.347.764 61
Chèques importateurs en instance d'encaissement à la Banque de France ..	22.127.661 78
	1.318.475.426 39

ANNEXE III

Le 3 décembre 1935, l'Office de compensation de la Chambre de Commerce de Paris portait à la connaissance des exportateurs que les paiements effectués au titre des différents comptes de compensation s'arrêtaient aux bordereaux dont les numéros suivent :

Bulgarie	Compte A.	N° 476	du	26.7.33
—	— B.	N° 136	du	11.6.35
Chili	Compte A.	N° 216	du	18.10.35
—	— B.	N° 58	du	11.10.33
Estonie	Compte A.	N° 601	du	17.5.35
Grèce	Compte A.	N° 185	du	18.6.34
Hongrie	Compte U. N. A.	N° 359	du	20.11.35
—	— A.	N° 976	du	23.9.32
Lettonie	Compte A.	N° 509	du	24.5.34
Yougoslavie ...	Compte A.	N° 4637	du	15.6.34
— ...	— B.	N° 418	du	13.4.33
Turquie	Compte A.	N° 803	du	9.4.34
—	— A.	N° 126	du	15.11.35

Vu :

Pour le Doyen, l'assesseur
G. RIPERT.

Vu :

Le Président de thèse,
Roger PICARD.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

Bibliographie

I. — OUVRAGES

- BATAILLE (Jacques). — *Les Offices de compensation et leur rôle dans la restauration du commerce extérieur*, Thèse, Paris, 1934.
- JOLLY (Pierre). — *Traité des opérations de compensation. Les clearings internationaux*, Paris 1935.
- LACHAZE (Jean). — *L'Office français de compensation et les règlements internationaux*; Thèse, Toulouse, 1934.
- LASSERE (Marc). — *Les Nouvelles Orientations de la Politique Commerciale Française*; Presses Universitaires de France, Paris, 1935.
- LAUTMAN (Jules). — *Quelques aspects nouveaux du protectionnisme en Europe*; Paris, 1933.
- MALPAS (Jean). — *Les mouvements internationaux de capitaux*; Thèse, Paris, 1934.
- MILHAUD (Edgar). — *Pour le rétablissement des échanges internationaux. Plan d'organisation internationale du système des compensation*; Genève, 1933.
- NAVACHINE (Dimitri). — *La crise de l'Europe économique*. 2 volumes; Paris, 1932.
- PRAAG (Van). — *Le volant monétaire*; Paris 1934.
La prochaine Conférence économique; Paris 1933 (Recueil d'articles : notamment Rosier.
Les accords de compensation et le contrôle des devises étrangères nécessaire au commerce international).
Das Devisenrecht der Welt (le droit des devises au 15 mars 1934).
- KROYMAN. — *Clearing und Kompensation im Aussenhandel*; Hambourg, 1934.

II. — ARTICLES IMPORTANTS DE REVUES

- L'accord anglo-argentin des créances bloquées*. — *Revue économique internationale* (R. E. I.); novembre 1933, page 337.
- ARCHAMBAULT. — « Les avoirs français à l'étranger et les Offices des compensation »; *Bulletin fiduciaire*, juin, juillet 1932, N° 111/112.
- BERRYES. — « Accords de clearing »; *Bulletin d'informations et de documentation de la Banque Nationale de Belgique*, 10 décembre 1934, pages 378/382.

- BRIZON (Gabriel). — « Contingentements et Offices de compensation »; *Revue Politique et Parlementaire*, 10 novembre 1932, pages 225/235.
- CLAVIER (Charles). — « Vers une réforme économique »; *R. E. I.*, août 1934, pages 241/273.
- CLERC (Henri). — *Pour un Office de compensation de marchandises — Etat moderne*, septembre 1935.
- FOUGÈRE (Etienne). — « La coopération internationale »; *R. E. I.*, janvier 1934, pages 103/115.
- GÉRARD (Olivier). — « Les régimes de réglementation du commerce des devises et les créances commerciales bloquées à l'étranger »; *R. E. I.*, juin 1932, pages 471/498.
- JAEGER (Charles). — « L'organisation du troc international au moyen de Chambres de compensation d'industrie »; *R. E. I.*, septembre 1932.
- JOLLY (Pierre). — « La compensation et les règlements internationaux »; *Revue d'économie politique*, mars-avril 1933, pages 339/353.
- KORD-RUWISH. — « Not für den Aussenhandel »; *Deutsche Ökonomist*, 30 novembre 1934.
- SPASOREVITCH. — « Le clearing international en matière de dettes privées »; 2^{me} annuaire de l'association yougoslave de droit international, 1934.
- CORTI. — « Moratorie di trasferimenti »; *Rivista internazionale scienze sociale*, nov. 1934, pages 794/809.
- VABOIS (J.). — « La mobilisation des créances bloquées dans les offices de compensations ». *La Belgique judiciaire* du 15 mai 1935.
« Considérations générales sur les accords de clearing »; *Revue économique internationale*, juillet 35, pages 107/147.
- ELIACHEFF (B.). — « Les clearings »; *Revue d'Economie Politique*, mai-juin 1935, pages 1.049-1.068.
- MILHAUD (Edgar). — « Le problème de compensations devant la Société des Nations »; *Annales de l'Economie collective* 1934, pages 389/398 et « création conjointe d'emploi et de débouchés et clearing international »; *Même revue*, pages 243/312.
- NAVACHINE. — « Crise, Echanges, Règlements et Europe économique »; *R. E. I.*, janvier 1934, pages 115/136.
- NAVACHINE. — « Les limites naturelles des échanges »; *Revue des Vivants*, mai 1933.
- NBOYET (J. P.). — « Les récents accords de compensation signés par la France. — Problèmes de droit international privé »; *Revue pratique de législation et de jurisprudence*, 1933; N° 10/14.
- PICARD (Roger). — « Quelques plans de restauration du commerce international »; *Revue d'Economie Politique*; mars-avril 1933; pages 483/497.
« Un projet pour la mobilisation des crédits de compensation »; *Bulletin judiciaire*, décembre 1934, pages 782/788.
- WITTCHE. — « L'accord de compensation franco-allemand du 24 décembre 1932 sur les paiements commerciaux »; *Revue d'Economie Politique*, mars-avril 1933, pages 353/363.

III. — QUOTIDIENS ET AUTRES REVUES

- ASSOCIATION AGRICOLE. — L'Office de compensation près la Chambre de Commerce de Paris, 13 mars 1934.
- BULLETIN D'INFORMATIONS ECONOMIQUES de la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie. Article de M. Roger PICARD, novembre 1934.
- BULLETIN QUOTIDIEN. — La compensation des dettes et des créances commerciales, 2 mai 1933; Le contrôle des changes et la compensation, 25 février 1934.
- LE CAPITAL.
- AMAR. — *Les changes intérieurs et les Offices de compensation*, 20 février 1933.
- CLERC. — *Pour une Chambre de compensation unique du commerce international*, 31 janvier 1935.
- PICARD (Roger). — *L'apurement des créances françaises bloquées à l'étranger*; 14 octobre 1932.
- LES ECHOS. — 5 février 1932 : la création d'un Office de compensation des créances et des dettes françaises; 11 juillet 1933 : les résultats acquis à ce jour par l'Office de compensation; 3 novembre 1933 : le rôle de l'Office de compensation dans nos changes avec l'étranger; 1^{er} novembre 1934 : les difficultés actuelles de règlement des créances commerciales sur l'étranger; et 2-3-35 - 21-10-35 - 8-11-35.
- L'ECONOMIE INTERNATIONALE. — J. A. L. — Les différentes formes d'accords de compensation actuelle en vigueur dans le monde, mars 1934.
- H. G. K. — Accords de compensation et liberté du commerce, janvier 1935.
- L'EUROPÉEN. — Les caisses de compensation, 21 octobre 1932 (page 1).
- L'EXPORTATEUR FRANÇAIS.
- FINET. — Les opérations de l'Office de compensation pendant les 6 premiers mois de son fonctionnement, 10 novembre 1932 (page 303).
- CLAMENS. — Pour un organisme international d'escompte et de compensation; 23 février 1935 (pages 123-124).
- L'INFORMATION.
- DALBOUZE. — La compensation des créances et des dettes commerciales, 11 octobre 1932; Les créances françaises sur l'étranger, 14-9-35.
- JOURNAL DU COMMERCE.
- DUCHÈNE (Armand). — Le fonctionnement de l'Office de compensation, 11 août 1932.
- DARAS. — Les désastreux inconvénients des Offices de compensation, 10 janvier 1935.
- JOURNÉE INDUSTRIELLE.
- FINET. — Création d'un Office de compensation pour les échanges commerciaux, 4 février 1932.
- FINET. — Le rôle et le fonctionnement de l'Office de compensation, 19, 19, 20 octobre 1932.
- GRAND-DUFAY. — La compensation et ses difficultés, 12 décembre 1934.

SANS FIL.

AULIX (Ed.). — Les accords de compensation des créances et des dettes, 10 février 1933.

L'accord de compensation franco-allemand, 26 octobre 1934.

LE TEMPS.

JENNY. — La faillite du clearing franco-allemand, 22 octobre 1934.

LE TIMES.

JOLLY (Pierre). — Trade and Engineering Supplément : Clearing Fouse for commercial, 14 juillet 1934 (page 377).

TRIBUNE DES NATIONS.

DE BOIS. — La compensation dans le commerce international, 12 février 1935, page 8.

IV. — DOCUMENTS DIVERS

CIRCULAIRES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS.

DARAC. — Rapport fait au nom de la Commission des Finances : *Journal Officiel* 1934, 6 octobre et suivants. Documents parlementaires annexes, Chambre, N° 1535.

GRAND-DUPAY. — Caisses de compensation pour le règlement des créances commerciales sur l'étranger. Rapport fait à la Chambre de Commerce de Marseille.

TRAVAUX DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE LA COMPENSATION. — (*Journal* du 18 avril 1934).

Table des Matières

Introduction	1
PREMIÈRE PARTIE	
EXAMEN DES CRITIQUES FORMULÉES CONTRE LES CAISSES	13
Chapitre premier. — Critiques d'ordre théorique.....	15
I. — L'engorgement constaté dans les caisses de compensation est la conséquence nécessaire de leur création	16
II. — Les accords de compensation ne sont que des traitements préférentiels réciproques	28
III. — Les accords de compensation introduisent un élément d'insécurité dans les transaction commerciales.	32
IV. — L'établissement des clearings est une tentative d'économie dirigée.....	33
V. — La compensation s'apparente aux contingentements	34
Chapitre III. — Critiques d'ordre technique tirées de l'organisation des accords de clearing.....	35
I. — Les caisses de compensation suppriment les échanges triangulaires indirects.....	36
II. — Les caisses de compensation introduisent des retards importants dans les paiements par le seul fait de leur constitution.....	44
III. — Le clearing contractuel n'a pas la souplesse du clearing normal et naturel	46
IV. — L'accord de compensation n'est qu'une généralisation du système du troc.....	47
V. — L'accord de compensation implique et institue une solidarité forcée entre exportateurs et importateurs.	48
VI. — Avant la constitution des clearings, les exportateurs français obtenaient plus facilement le règlement de leurs créances.....	50

DEUXIÈME PARTIE

LES PROBLÈMES FONDAMENTAUX A RÉSOUDRE.	53
Chapitre premier. — Les risques de discrimination, premier problème fondamental.....	54
I. — Les caisses de compensation actuelles.....	55
II. — Ce triple résultat est-il atteint sous les autres régimes ?.....	57
Chapitre II. — La certitude des rentrées à date fixe, deuxième problème fondamental.....	60
Chapitre III. — Le problème de l'alimentation rationnelle du clearing dans les deux sens (imports et exports).	63
Section I. — <i>Le taux de change retenu dans les accords....</i>	64
Section II. — <i>Les fraudes commises à l'importation.....</i>	72
Section III. — <i>Les contingents français.....</i>	74
Chapitre IV. — Le problème du contrôle de la balance commerciale.....	82
Chapitre V. — Problème de mobilisation des avoirs inscrits aux Caisses	91
A. Avances bancaires.....	91
B. Bourse de récépissés.....	92
C. Caisse centrale des rachats des récépissés.....	94
D. Assurance mutuelle	95
Chapitre VI. — La compensation privée.....	99
Chapitre VII. — L'accord de change.....	112
Chapitre VIII. — L'apurement de l'arriéré, troisième problème fondamental.....	115
I. — Emprunt obligatoire émis par l'Etat.....	116
II. — Emprunt émis avec la garantie des Chambres de commerce.....	121
III. — La mobilisation des arriérés d'après les décrets des 16 juillet, 8 août et 31 octobre 1935.....	122
Conclusions.....	127
Bibliographie.....	131
Annexes.....	138

